

Table des matières



Message du Conseil d'Etat au Grand Conseil

Préambule	3
1. Les résultats généraux.....	6
1.1. Un bénéfice de 497 330 francs au compte de résultats	8
1.2. Un volume d'investissements de 206,5 millions de francs	10
1.3. Une insuffisance de financement de 120,8 millions de francs	11
2. Les revenus du compte de résultats	12
2.1. Evolution très différenciée des différentes sources de revenus	12
2.2. Net infléchissement de la courbe d'évolution des recettes fiscales.....	16
2.3. Frein à la progression des ressources extérieures.....	19
2.4. Hausse modeste des revenus des biens et autres recettes d'exploitation	20
2.5. Deux tiers des ressources supplémentaires fournis par les fonds et la fortune.....	20
3. Les charges du compte de résultats	21
3.1. Une hausse de 2,4 % des charges totales équivalente à celle des revenus.....	21
3.2. Les charges de personnel et le nombre de postes de travail	25
3.2.1. Ralentissement de la croissance des charges du personnel.....	25
3.2.2. Croissance freinée des effectifs de personnel.....	26
3.3. Stricte limitation de la croissance des charges courantes de fonctionnement.....	29
3.4. Hausse contenue des subventions	30
3.5. L'impact d'un programme d'investissements soutenu sur les amortissements	33
3.6. Nouvelle réduction des charges financières	33
3.7. Les attributions aux financements spéciaux	34
4. Le compte des investissements.....	36
4.1. Programme d'investissements soutenu	36
4.2. Le financement des investissements	39
5. Les flux financiers entre l'Etat et les communes	40
6. Les besoins financiers de l'Etat pour l'année 2013	41
7. Budget par groupe de prestations	42
8. Conclusion.....	44

Inhaltsverzeichnis



Botschaft des Staatsrates zuhanden des Grossen Rates

Einleitung.....	3
1. Die Gesamtergebnisse.....	6
1.1. Ertragsüberschuss von 497 330 Franken in der Erfolgsrechnung.....	8
1.2. Investitionsvolumen von 206,5 Millionen Franken.....	10
1.3. Finanzierungsfehlbetrag von 120,8 Millionen Franken.....	11
2. Ertrag der Erfolgsrechnung	12
2.1. Sehr unterschiedliche Entwicklung der verschiedenen Ertragsquellen	12
2.2. Deutliche Trendwende bei den Steuereinnahmen	16
2.3. Gebremste Zunahme der Drittmittel.....	19
2.4. Moderate Zunahme der Vermögenserträge und anderer Betriebseinnahmen	20
2.5. Zwei Drittel der Mehreinnahmen stammen aus Fonds und Eigenkapital	20
3. Aufwand der Erfolgsrechnung	21
3.1. Zunahme des Gesamtaufwands um 2,4 %, gleich wie beim Ertrag	21
3.2. Personalaufwand und Stellenzahl	25
3.2.1. Gebremste Zunahme des Personalaufwands	25
3.2.2. Gebremster Zuwachs beim Stellenbestand	26
3.3. Strikte Einschränkung des laufenden Betriebsaufwands	29
3.4. Begrenzte Zunahme der Subventionen.....	30
3.5. Auswirkung eines umfangreichen Investitionsprogramms auf die Abschreibungen	33
3.6. Weitere Senkung des Finanzaufwands	33
3.7. Einlagen in Spezialfinanzierungen	34
4. Investitionsrechnung.....	36
4.1. Umfangreiches Investitionsprogramm	36
4.2. Finanzierung der Investitionen	39
5. Finanzströme zwischen Staat und Gemeinden	40
6. Finanzbedarf des Staates für das Jahr 2013.....	41
7. Budget nach Leistungsgruppen	42
8. Schluss	44

Message

Botschaft

Projet de décret

Dekretsentwurf

MESSAGE No 30 du Conseil d'Etat au Grand Conseil relatif au projet de budget de l'Etat de Fribourg pour l'année 2013

Fribourg, le 8 octobre 2012

En application des articles 102 et 113 de la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004 et des dispositions de la loi sur les finances de l'Etat du 25 novembre 1994, modifiée le 6 octobre 2010, nous vous soumettons le projet de budget de l'Etat pour l'année 2013.

Le message qui suit comprend une présentation des principaux résultats de ce projet de budget, ainsi qu'une analyse de ses composantes et caractéristiques essentielles.

En préambule, le Conseil d'Etat tient à revenir sur le contexte particulier d'élaboration du présent projet de budget, sur les difficultés importantes d'atteinte de l'exigence constitutionnelle de l'équilibre du compte de résultats, ainsi que sur les principaux renoncements qui ont été décidés et sur la solution, en principe exceptionnelle, qui a dû être retenue pour finalement réaliser cet objectif.

Il importe enfin de relever que, en raison du nouveau mode de financement des hôpitaux et conséquemment de la sortie des réseaux hospitaliers des comptes de l'Etat, un redressement systématique des données détaillées du budget 2012 et des exercices antérieurs est pratiqué afin de rendre pertinentes les comparaisons dans le temps.

Préambule

Il y a une année, en conclusion de son message accompagnant le projet du budget 2012, le Conseil d'Etat évoquait un tournant pour les finances cantonales et un renversement de tendance, annonciateurs de perspectives préoccupantes.

L'établissement du plan financier de la législature 2012-2016 n'a fait qu'étayer cette prévision. Les estimations initiales pour les exercices 2013 à 2016 débouchaient en effet sur un déficit cumulé sur quatre ans de quelque 1,9 milliard de francs.

Cette « plongée » dans les chiffres rouges trouvait confirmation avec les premiers travaux d'élaboration du projet de budget 2013, dans la mesure où le compte de fonctionnement enregistrait un excédent de charges de plus de 273 millions de francs.

A l'origine de cette détérioration, il y avait la régulière poussée des dépenses, mais avant tout un frein important à la croissance des revenus, notamment fiscaux, ainsi que

BOTSCHAFT Nr. 30 des Staatsrats an den Grossen Rat zum Entwurf des Voranschlags des Staates Freiburg für das Jahr 2013

Freiburg, den 8. Oktober 2012

In Anwendung der Artikel 102 und 113 der Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004 und der Bestimmungen des mit Gesetz vom 6. Oktober 2010 geänderten Finanzhaushaltsgesetzes vom 25. November 1994 unterbreiten wir Ihnen den Entwurf des Voranschlags des Staates Freiburg für das Jahr 2013.

Die vorliegende Botschaft enthält die Gesamtergebnisse dieses Voranschlagsentwurfs sowie eine Analyse seiner wichtigsten Bestandteile und Merkmale.

In der Einleitung geht der Staatsrat auf die besonderen Umstände ein, mit denen er sich bei der Aufstellung dieses Voranschlags konfrontiert sah, auf die grossen Schwierigkeiten, eine nach Verfassung vorgeschriebene ausgeglichene Erfolgsrechnung vorlegen zu können, sowie auf die hauptsächlich beschlossenen Verzichtsmassnahmen und die grundsätzlich ausserordentliche Lösung, für die man sich entscheiden musste, um schliesslich diese Vorgabe zu erfüllen.

Mit der neuen Spitalfinanzierung werden die Spitalnetze folgerichtig aus der Staatsrechnung ausgegliedert. Dies hat eine entsprechende systematische Angleichung der detaillierten Zahlen des Voranschlags 2012 sowie der Zahlen der vorhergehenden Rechnungsjahre zur Folge, um aussagekräftige zeitliche Vergleiche anstellen zu können.

Einleitung

Vor einem Jahr wählte der Staatsrat im Schlusswort seiner Botschaft zum Staatsvoranschlag 2012 die Kantonsfinanzen an einem Wendepunkt und führte aus, dass verschiedene Faktoren auf eine schwierige Phase hindeuteten.

Bei der Ausarbeitung des Finanzplans für die Legislaturperiode 2012-2016 haben sich diese Befürchtungen mehr als bestätigt, ergaben doch die ersten Schätzungen für die Jahre 2013-2016 ein Defizit von insgesamt rund 1,9 Milliarden Franken.

Dieser Rückfall in die roten Zahlen bestätigte sich auch bei den ersten Vorarbeiten zur Aufstellung des Voranschlags 2013 insofern, als die Erfolgsrechnung einen Aufwandüberschuss von über 273 Millionen aufwies.

Ursache für diese Verschlechterung war einerseits das stete Ausgabenwachstum, vor allem aber ein stark gebremster Ertragszuwachs, namentlich bei den

des recettes tirées de la péréquation fédérale des ressources.

Pour redresser cette situation financière, il a été nécessaire de procéder à un tri sévère, en particulier en ce qui concerne les projets nouveaux. L'option de base ayant été, dès le départ, de privilégier la voie de la consolidation des prestations existantes, voire à leur renforcement si le besoin le justifiait.

Cette approche, raisonnable mais pas forcément spectaculaire, a porté ses fruits avec une réduction significative des déficits. Insuffisamment, compte tenu que, en phase terminale d'élaboration du plan financier, comme du projet de budget 2013, un déficit subsistait, de plus de 100 millions de francs en ce qui concerne l'exercice 2013.

Les précisions suivantes peuvent être apportées sur la manière avec laquelle le rétablissement de l'équilibre a été opéré.

Pour absoudre le déficit initial du projet de budget 2013 de 273,5 millions de francs et réaliser un bénéfice final de 0,5 million de francs, des ajustements ont été opérés à hauteur de 274 millions de francs.

Les améliorations apportées ont concerné :

- > une réduction des charges pour 154,4 millions de francs (56,3 %) ;
- > une augmentation des revenus pour 119,6 millions de francs (43,7 %).

Les abattements en matière de charges ont porté dans les grandes lignes sur :

- > les charges de transferts, en baisse de 65,6 millions de francs ;
- > les charges courantes de fonctionnement, pour un montant de 33,6 millions de francs ;
- > les charges de personnel, réduites de 28,3 millions de francs ;
- > les amortissements, corrigés à la baisse de 23,8 millions suite à une reconsidération du programme des investissements ;
- > les autres charges qui ont subi des ajustements pour une somme de 3,1 millions de francs.

La révision à la hausse des prévisions initiales de recettes s'est traduite par les adaptations suivantes :

- > + 62,3 millions de francs sur les financements spéciaux et les revenus « extraordinaires » ;
- > + 34,6 millions de francs sur les revenus fiscaux ;
- > + 14,6 millions de francs sur les revenus de transferts ;
- > + 8,1 millions de francs sur les revenus des biens, taxes / émoluments et autres contributions.

Steuererträgen sowie den Einnahmen aus dem Ressourcenausgleich des Bundes.

Um den so aus dem Lot geratenen Haushalt wieder ins Gleichgewicht zu bringen, musste sehr restriktiv vorgegangen werden. Dabei hielt sich der Staatsrat an den Grundsatzentscheid, dass in erster Linie die bestehenden staatlichen Leistungen konsolidiert und falls nötig ausgebaut werden sollten.

Dieses vernünftige, aber nicht unbedingt spektakuläre Vorgehen trug Früchte, und die Defizite konnten massiv gesenkt werden, was jedoch nicht ausreichte. In der Schlussphase der Aufstellung von Finanzplan wie auch Voranschlagsentwurf 2013 blieb nämlich für das Rechnungsjahr 2013 ein Defizit von über 100 Millionen Franken bestehen.

Die folgenden Ausführungen geben Aufschluss darüber, wie das Haushaltsgleichgewicht wieder hergestellt wurde.

Um das anfängliche Defizit im Voranschlagsentwurf 2013 von 273,5 Millionen Franken wettzumachen und letztlich einen Ertragsüberschuss von 0,5 Millionen Franken zu erreichen, wurden Anpassungen im Umfang von 274 Millionen Franken vorgenommen.

Es wurden folgende Verbesserungen erzielt:

- > Aufwandsenkung um 154,4 Millionen Franken (56,3 %);
- > Ertragserhöhung um 119,6 Millionen Franken (43,7 %).

Die Aufwandsenkungen betrafen hauptsächlich folgende Bereiche:

- > Transferaufwand: Senkung um 65,6 Millionen Franken;
- > Laufender Aufwand: Senkung um 33,6 Millionen Franken;
- > Personalaufwand: Senkung um 28,3 Millionen Franken;
- > Abschreibungen: nach Überarbeitung des Investitionsprogramms um 23,8 Millionen Franken nach unten korrigiert;
- > übriger Aufwand: Kürzungen um insgesamt 3,1 Millionen Franken.

Nach oben revidiert wurden die folgenden anfänglichen Einnahmenschätzungen:

- > + 62,3 Millionen Franken bei den Spezialfinanzierungen und den «ausserordentlichen» Erträgen;
- > + 34,6 Millionen Franken beim Fiskalertrag;
- > + 14,6 Millionen Franken beim Transferertrag;
- > + 8,1 Millionen Franken beim Vermögensertrag und den Entgelten.

Il importe de fournir quelques précisions concernant ces adaptations du projet initial du budget 2013 :

- a) Tous les domaines de l'Etat ont été appelés à fournir un effort dans cet exercice de redressement, selon le principe de la symétrie des sacrifices.
- b) C'est en matière de personnel que l'ajustement a été ressenti par les Directions avec le plus d'acuité. Il a en effet été nécessaire d'opérer une réduction drastique du nombre de demandes de nouveaux postes : sur les quelque 300 postes supplémentaires sollicités, seul un tiers, soit un peu plus d'une centaine, a été retenu au final.
- c) La contraction des dépenses effectuée sur le plan du subventionnement a impliqué elle-aussi des « sacrifices douloureux », surtout dans un contexte de croissance des besoins exacerbée par la forte progression de la population. Des cautions ont été mises à l'augmentation des aides diverses dans tous les domaines, quand il n'a pas été décidé de surseoir, purement et simplement, à la mise en œuvre de nouveaux projets. Sans être exhaustif, on peut citer les cas suivants : « culture et écoles », numérisation de la presse frivole, « communes sympas », bilinguisme, « activités agricoles et environnement », tourisme, urgences pré-hospitalières, promotion de la santé et prévention. Une diminution des demandes initiales a aussi été appliquée pour les réseaux hospitaliers.
- d) Les restrictions mises à la progression des charges courantes de l'Etat ont porté notamment sur les diverses dépenses d'acquisitions et sur les différentes prestations de service fournies par des tiers. En particulier, une redéfinition et une limitation de l'enveloppe informatique a conduit à un recadrage à la baisse de plusieurs projets importants.
- e) La diminution des charges d'amortissements a été obtenue par la reconsidération du programme des investissements présenté par les différents services et établissements concernés. Les mesures décidées ont consisté à :
 - > mieux tenir compte du temps nécessaire au démarrage des travaux ;
 - > prendre systématiquement en considération les reports de crédits ;
 - > repousser / surseoir au démarrage de nouveaux projets.

Ce dispositif a permis d'adapter les crédits initialement prévus au budget 2013 pour un montant brut d'investissements de l'ordre de 55 millions de francs. Néanmoins, le total des investissements nets augmente de 28 % par rapport à 2012.
- f) Sur le plan des recettes, les contributions à l'amélioration des résultats ont notamment consisté en :
 - > un renoncement à la baisse des impôts (25 millions de francs) initialement envisagée ;

Zu diesen Korrekturen gegenüber dem ursprünglichen Voranschlagsentwurf 2013 ist Folgendes zu sagen:

- a) Gemäss dem Grundsatz der Opfersymmetrie mussten alle Bereiche des Staates ihren Beitrag zur Wiederherstellung des Haushaltsgleichgewichts leisten.
- b) Am einschneidendsten für die Direktionen waren die Anpassungen beim Personal. Hier mussten nämlich bei den neu beantragten Stellen drastische Kürzungen in Kauf genommen werden. So wurden von den ursprünglich beantragten 300 neuen Stellen letztlich nur etwas mehr als 100 Stellen berücksichtigt.
- c) Auch die Ausgabenkürzung bei den Subventionen war sehr schmerzhaft, und dies gerade in einem Zeitpunkt, in dem hier aufgrund des starken Bevölkerungswachstums die Nachfrage besonders steigt. Bei der Aufstockung der verschiedenen Hilfen war man in allen Bereichen sehr vorsichtig, wenn nicht gar kurzerhand beschlossen wurde, die Umsetzung neuer Projekte zu verschieben. Ohne Anspruch auf Vollständigkeit fallen darunter folgende: «Kultur und Schule», Digitalisierung der Freiburger Presse, «Gemeinsam in der Gemeinde», Zweisprachigkeit, «Landwirtschaft und Umwelt», Tourismus, präklinische Notfallversorgung, Gesundheitsförderung und Prävention. Eine Kürzung ursprünglich beantragter Stellen erfolgte auch für die Spitalnetze.
- d) Beim laufenden Aufwand des Staates wurden namentlich die Ausgaben für verschiedene Anschaffungen sowie für verschiedene Dienstleistungen Dritter gebremst. Insbesondere wurde das Globalbudget für die Informatik neu definiert und eingeschränkt, was eine entsprechende Redimensionierung verschiedener Grossprojekte zur Folge hatte.
- e) Die Senkung des Abschreibungsaufwands wurde mit einer Überarbeitung des von den verschiedenen betroffenen Dienststellen und Anstalten vorgelegten Investitionsprogramms erzielt. Dabei wurde beschlossen:
 - > die bis zum Beginn der Arbeiten nötige Zeit besser zu berücksichtigen;
 - > Kreditübertragungen systematisch zu berücksichtigen;
 - > den Start neuer Projekte zu verschieben oder auszusetzen.

So konnten die ursprünglichen Bruttoinvestitionskredite im Voranschlag 2013 um rund 55 Millionen Franken gesenkt werden. Die Nettoinvestitionen nehmen gegenüber 2012 dennoch um insgesamt 28 % zu.
- f) Bei den Einnahmen betreffen die Verbesserungen namentlich folgende Punkte:
 - > Verzicht auf die ursprünglich geplante Steuersenkung (25 Millionen Franken);

- > une réévaluation des prévisions fiscales de départ pour un montant global de quelque 10 millions de francs ;
 - > un recours systématique aux provisions existantes et aux fonds constitués générant un surplus total de revenus pour près de 25 millions de francs, notamment par un premier prélèvement sur le fonds d'infrastructures à hauteur de 10,7 millions de francs ;
 - > une correction des premières estimations relatives à la péréquation fédérale des ressources dans le cadre de la RPT, entraînant une augmentation de rentrées de 22,5 millions de francs ;
 - > un ajustement à la hausse de diverses autres recettes courantes.
- g) Au terme de toutes ces adaptations et en considération de l'impossibilité de procéder à d'autres ajustements sans remettre en cause fondamentalement les prestations, le Conseil d'Etat a décidé de « puiser » 38 millions de francs dans la fortune non affectée pour présenter un budget 2013 équilibré. Si une telle pratique doit rester exceptionnelle et doit être envisagée sur le court terme, elle paraît tout à fait appropriée pour 2013.

1. Les résultats généraux

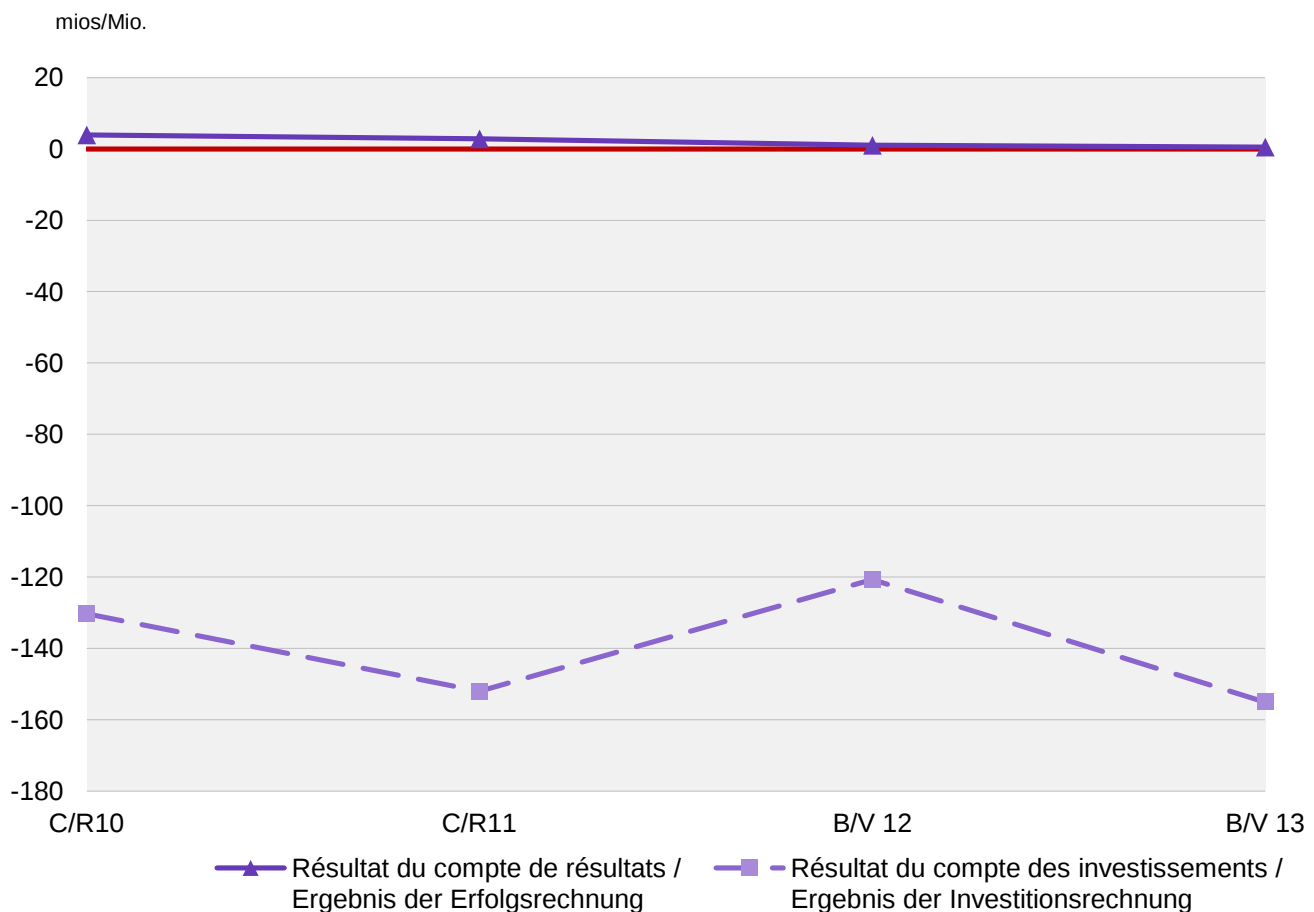
Le projet de budget 2013 a été arrêté par le Conseil d'Etat lors de sa séance du 12 septembre 2012. Il présente les résultats globaux suivants, en millions de francs :

	Charges / Dépenses Aufwand / Ausgaben	Revenus / Recettes Ertrag / Einnahmen	Excédents (+) / Déficits (-) Überschuss (+) / Fehlbetrag (-)
	mios / Mio.	mios / Mio.	mios / Mio.
Compte de résultats Erfolgsrechnung	3203,9	3204,4	+ 0,5
Compte des investissements Investitionsrechnung	206,5	51,5	- 155,0

- > Neubewertung der ursprünglichen Steuerschätzungen im Gesamtbetrag von rund 10 Millionen Franken;
 - > systematischer Rückgriff auf vorhandene Rückstellungen und Fonds, der zu Mehreinnahmen von annähernd 25 Millionen Franken führt, namentlich aufgrund einer ersten Entnahme aus dem Infrastrukturfonds von 10,7 Millionen Franken;
 - > Korrektur der ersten Schätzungen bezüglich des Ressourcenausgleichs des Bundes im Rahmen der NFA, die zu einer Einnahmenerhöhung um 22,5 Millionen Franken führte;
 - > Korrektur nach oben verschiedener anderer ordentlicher Einnahmen.
- g) Nach all diesen Anpassungen und davon ausgehend, dass keine weiteren Anpassungen mehr möglich waren, ohne die staatliche Leistungserbringung grundsätzlich in Frage zu stellen, hat der Staatsrat beschlossen, 38 Millionen Franken aus dem nicht zweckgebundene Eigenkapital zu entnehmen, um einen ausgeglichenen Voranschlag 2013 vorlegen zu können. Dieses Vorgehen, das natürlich die Ausnahme bleiben muss und nur für kurze Zeit in Betracht kommen kann, erwies sich für 2013 als angemessene Lösung.

1. Die Gesamtergebnisse

Der definitive Entwurf des Voranschlags 2013 ist vom Staatsrat in der Staatsratssitzung vom 12. September 2012 verabschiedet worden. Er weist die folgenden Gesamtergebnisse aus (in Millionen Franken):



Le renversement de tendance relevé l'année dernière en matière de recettes s'est encore renforcé depuis lors. Le coup d'arrêt porté à la croissance des ressources dont dispose l'Etat pour financer ses tâches est sévère. Ainsi, les revenus tirés de la fiscalité cantonale et ceux provenant de la péréquation financière fédérale enregistrent en 2013 un recul de 20 millions de francs par rapport à 2012.

Lorsque l'on aura ajouté qu'au cours des 3 derniers exercices comptables (2009-2011), ces mêmes ressources ont, au contraire, augmenté en moyenne de 75 millions de francs par an, on mesure mieux l'impact énorme qu'a eu un tel retournement de situation dans le cadre de l'établissement du projet de budget 2013.

La problématique de l'équilibre budgétaire s'en est dès lors trouvée singulièrement compliquée, ce d'autant plus que la pression continue des besoins à satisfaire s'est, dans le même temps, accentuée sous l'effet notamment de la forte croissance démographique que connaît le canton.

Il a certes été possible de combler en partie cette raréfaction, brusque et importante, de moyens financiers.

Toutefois, pour parvenir à absorber le déficit, il a notamment été nécessaire de prendre les dispositions importantes suivantes :

- > d'une part, renoncer à la baisse fiscale de 25 millions de francs initialement projetée ;

Die im letzten Jahr festgestellte Trendwende auf der Einnahmenseite hat sich weiter verschärft. Der plötzlich gestoppte Zuwachs der Mittel, die der Staat zur Finanzierung seiner Aufgaben braucht, ist hart. So sind der kantonale Fiskalertrag und die Einnahmen aus dem Finanzausgleich des Bundes 2013 gegenüber 2012 um 20 Millionen Franken rückläufig.

Wenn man bedenkt, dass sich diese Einnahmen in den letzten drei Rechnungsjahren (2009-2011) im Gegensatz dazu um durchschnittlich 75 Millionen Franken pro Jahr erhöht haben, kann man sich vorstellen, welche enormen Auswirkungen eine so radikale Änderung bei der Aufstellung des Voranschlagsentwurfs 2013 hatte.

Die Problematik des Haushaltsgleichgewichts hat sich damit ausserordentlich verschärft, umso mehr als sich der ständige Druck auf der Bedarfsseite unter dem Einfluss insbesondere des starken Bevölkerungswachstums in unserem Kanton noch erhöht hat.

Diese plötzliche und erhebliche Mittelverknappung konnte teilweise aufgewogen werden.

Um das Defizit abbauen zu können, musste allerdings zu folgenden einschneidenden Massnahmen gegriffen werden:

- > Verzicht auf die ursprünglich geplante Steuersenkung um 25 Millionen Franken,

- > d'autre part, recourir davantage aux provisions et fonds, en particulier faire appel au fonds d'infrastructures pour un montant proche de 11 millions de francs ;
- > enfin, et comme « ultima ratio », puiser 38 millions de francs dans la fortune.

- > vermehrte Inanspruchnahme von Rückstellungen und Fonds, insbesondere Entnahme von knapp 11 Millionen Franken aus dem Infrastrukturfonds,
- > und als «ultima ratio» schliesslich Entnahme von 38 Millionen Franken aus dem Eigenkapital.

1.1. Un bénéfice de 497 330 francs au compte de résultats

Avec des charges de 3203,9 millions de francs et des revenus de 3204,4 millions de francs, le compte de résultats du projet de budget 2013 présente un excédent de revenus de 497 330 francs (projet de budget 2012 : 1 011 180 francs).

Ce résultat budgétaire est conforme à l'exigence légale de l'équilibre. La limite légale de la quote-part des subventions par rapport au produit de la fiscalité cantonale est par contre dépassée, comme le met en évidence le tableau ci-après :

1.1. Ertragsüberschuss von 497 330 Franken in der Erfolgsrechnung

Mit einem Aufwand von 3203,9 Millionen Franken und einem Ertrag von 3204,4 Millionen Franken weist die Erfolgsrechnung im Voranschlagsentwurf 2013 einen Ertragsüberschuss von rund 497 330 Franken aus (Voranschlagsentwurf 2012: 1 011 180 Franken).

Mit diesem Voranschlagsergebnis wird der gesetzlichen Vorgabe bezüglich Haushaltsgleichgewicht entsprochen. Die gesetzliche Grenze in Bezug auf die Subventionsquote im Verhältnis zum kantonalen Steueraufkommen ist hingegen überschritten, wie die folgende Tabelle zeigt:

Projet de budget Voranschlagsentwurf

Années Jahr	Bénéfice (+) / Déficit (–) du compte de résultats Überschuss (+) / Fehlbetrag (–) der Erfolgsrechnung	Quote-part des subventions cantonales par rapport au produit de la fiscalité cantonale (plafond : 41 %) * Kantonale Subventionsquote im Verhältnis zum kan- tonalen Steueraufkommen (Obergrenze: 41 %) *
	mios / Mio.	en / in %
2002	– 60,1	23,8
2003	– 35,0	23,4
2004	– 34,6	24,3
2005	– 3,4	25,0
2006	+ 0,6	25,7
2007	+ 1,0	22,1
2008	+ 0,5	40,2
2009	+ 0,7	38,4
2010	+ 0,9	39,0
2011	+ 0,8	40,7
2012	+ 1,0	39,4
2013	+ 0,5	41,1

* Le plafond de la quote-part des subventions cantonales par rapport au produit de la fiscalité cantonale a été abaissé de 25 % à 22 % en 2007 pour tenir compte de l'intégration du Réseau hospitalier fribourgeois dans les comptes de l'Etat (cf. article 65 de la loi du 27 juin 2006 concernant le Réseau hospitalier fribourgeois). Cette limite a été revue pour 2008 et portée à 41 %, de manière à prendre en considération la refonte des flux financiers Confédération-canton-communes découlant de la mise en œuvre de la RPT.

Die Obergrenze der Subventionsquote im Verhältnis zum kantonalen Steueraufkommen war 2007 in Berücksichtigung des Einbezugs des Freiburger Spitalnetzes in die Staatsrechnung von 25 % auf 22 % gesenkt worden (s. Art. 65 des Gesetzes vom 27. Juni 2006 über das Freiburger Spitalnetz). Diese Grenze wurde für 2008 revidiert und auf 41 % angehoben, um der Neuausrichtung der Finanzströme Bund-Kanton-Gemeinden mit der NFA-Umsetzung Rechnung zu tragen.

Il y a lieu de rappeler qu'à la suite de l'introduction, dans la Constitution cantonale, du principe de l'équilibre budgétaire, la notion de cote d'alerte est passée au second plan. La question du respect de cette limite (abaissée au passage à 2 %) ne devient d'actualité qu'en cas de situation conjoncturelle difficile ou en raison de besoins financiers exceptionnels (art. 83 de la Constitution cantonale ; art. 40b / 40c de la loi sur les finances de l'Etat modifiée le 9 septembre 2005). Aucune de ces deux conditions n'étant remplie, c'est le principe de l'équilibre budgétaire qui a prévalu pour l'établissement du projet de budget 2013.

Le bénéfice de 0,5 million de francs du compte de résultats découle d'une croissance équivalente de 2,4 % des charges et des revenus :

Nachdem in der Kantonsverfassung der Grundsatz des ausgeglichenen Haushalts verankert worden ist, ist der Begriff der «gesetzlichen Defizitgrenze» in den Hintergrund getreten. Die Frage der Einhaltung dieser Defizitgrenze (die nebenbei auf 2 % gesenkt wurde) wird erst in einer schwierigen konjunkturellen Lage oder bei ausserordentlichen Finanzbedürfnissen aktuell (Art. 83 der Kantonsverfassung; Art. 40b / 40c des am 9. September 2005 geänderten Gesetzes über den Finanzhaushalt des Staates). Da keine dieser beiden Voraussetzungen erfüllt war, galt für die Aufstellung des Voranschlagsentwurfs 2013 der Grundsatz des ausgeglichenen Haushalts.

Der Überschuss von 0,5 Million Franken in der Erfolgsrechnung ist auf eine Zunahme von Aufwand und Ertrag um jeweils 2,4 % zurückzuführen.

Compte de résultats
Evolution des charges et des revenus
Erfolgsrechnung
Aufwand- und Ertragsentwicklung

	Budget Voranschlag 2013	Budget corrigé* Voranschlag berichtigt* 2012		Variations Veränderungen 2012-2013
	mios / Mio.	mios / Mio.	mios / Mio.	en / in %
Revenus Ertrag	3204,4	3129,5	+ 74,9	+ 2,4
Charges Aufwand	3203,9	3128,5	+ 75,4	+ 2,4
Bénéfice Ertragsüberschuss	+ 0,5	+ 1,0	– 0,5	– 50,0

* Depuis le 1^{er} janvier 2012, la comptabilité de l'hôpital fribourgeois et du Réseau fribourgeois de santé mentale est autonome et n'est plus incorporée à celle de l'Etat. Or, le budget 2012 intégrait encore toutes les charges et tous les revenus des réseaux hospitaliers. Pour tenir compte de la nouvelle situation et pour rendre possibles et pertinentes les comparaisons dans le temps, il a été nécessaire d'exclure du budget 2012 l'ensemble des données chiffrées se rapportant à ces deux établissements

* Seit dem 1. Januar 2012 ist die Buchhaltung des freiburger Spitals und des Freiburger Netzwerks für psychische Gesundheit autonom und nicht mehr in die Staatsbuchhaltung eingegliedert. Im Voranschlag 2012 war noch der gesamte Aufwand und Ertrag der Spitalnetze eingestellt. Um diesen neuen Gegebenheiten Rechnung zu tragen und aussagekräftige zeitliche Vergleiche anstellen zu können, mussten alle auf diese beiden Anstalten bezogenen Zahlen aus dem Voranschlag 2012 ausgeschlossen werden.

1.2. Un volume d'investissements de 206,5 millions de francs

Le montant total des investissements bruts est estimé à 206,5 millions de francs. Déduction faite des participations (51,5 millions de francs), les investissements nets, à charge du canton, se chiffrent donc à 155 millions de francs.

1.2. Investitionsvolumen von 206,5 Millionen Franken

Der Gesamtbetrag der Bruttoinvestitionen wird mit 206,5 Millionen Franken veranschlagt. Wenn man von den Fremdbeteiligungen absieht (51,5 Millionen Franken), belaufen sich die zu Lasten des Kantons gehenden Nettoinvestitionen somit auf 155 Millionen Franken.

	Budget Voranschlag 2013	Budget Voranschlag 2012	Variation Veränderung 2012-2013
	mios / Mio.	mios / Mio.	mios / Mio.
Investissements bruts Bruttoinvestitionen	206,5	172,3	+ 34,2
Investissements nets Nettoinvestitionen	155,0	120,7	+ 34,3

La progression des investissements découle en partie du fait que plusieurs chantiers ou travaux importants arrivent en phase de pleine réalisation. L'augmentation est aussi induite par les besoins en infrastructures de base requis par l'accroissement démographique et le développement économique, notamment en matière de formation, de transports et d'énergie.

L'évolution défavorable du degré d'autofinancement est notamment due au fait que, pour combler le déficit, il a été nécessaire de recourir à la fortune. Or, le prélèvement opéré sur celle-ci, dans la mesure où il entre dans le calcul de la marge d'autofinancement, influence négativement ce taux.

Die Investitionen haben zum Teil deshalb zugenommen, weil mehrere Bauvorhaben oder Grossbauten voll in die Umsetzungsphase kommen. Ein weiterer Grund dafür ist auch der Basisinfrastrukturbedarf aufgrund des Bevölkerungswachstums und der Wirtschaftsentwicklung, insbesondere im Bildungswesen und in den Bereichen Verkehr und Energie.

Die negative Entwicklung des Selbstfinanzierungsgrads ist insbesondere darauf zurückzuführen, dass auf das Eigenkapital zurückgegriffen werden musste, um das Defizit abzubauen. Die Eigenkapitalentnahme wirkt sich negativ auf den Selbstfinanzierungsgrad aus, da sie bei der Berechnung der Selbstfinanzierung mit einbezogen wird.

	Budget Voranschlag 2013	Budget Voranschlag 2012*	Comptes Rechnung 2011*
	mios / Mio.	mios / Mio.	mios / Mio.
Investissements nets Nettoinvestitionen	155,0	120,7	152,0
Marge d'autofinancement : excédent du compte de résultats / amortissements du patrimoine administratif, des prêts et participations, des subventions d'investissements / attributions et prélèvements (y compris extraordinaires) sur les fonds Selbstfinanzierung: Überschuss Erfolgsrechnung / Abschreibungen auf dem Verwaltungsvermögen, den Darlehen und Beteiligungen, den Investitionsbeiträgen / Fondseinlagen und - entnahmen (einschl. ausserordentliche)	34,2	72,0	221,4
Degré d'autofinancement (B en % de A) Selbstfinanzierungsgrad (B in % von A)	22,1	59,6	145,7

* ajustés en tenant compte de l'exclusion des données des réseaux hospitaliers
angepasst unter Ausschluss der Zahlen der Spitalnetze

1.3. Une insuffisance de financement de 120,8 millions de francs

La marge d'autofinancement dégagée est nettement insuffisante pour couvrir entièrement les investissements nets. Il en résulte une insuffisance de financement à hauteur de 120,8 millions de francs, elle aussi en forte croissance.

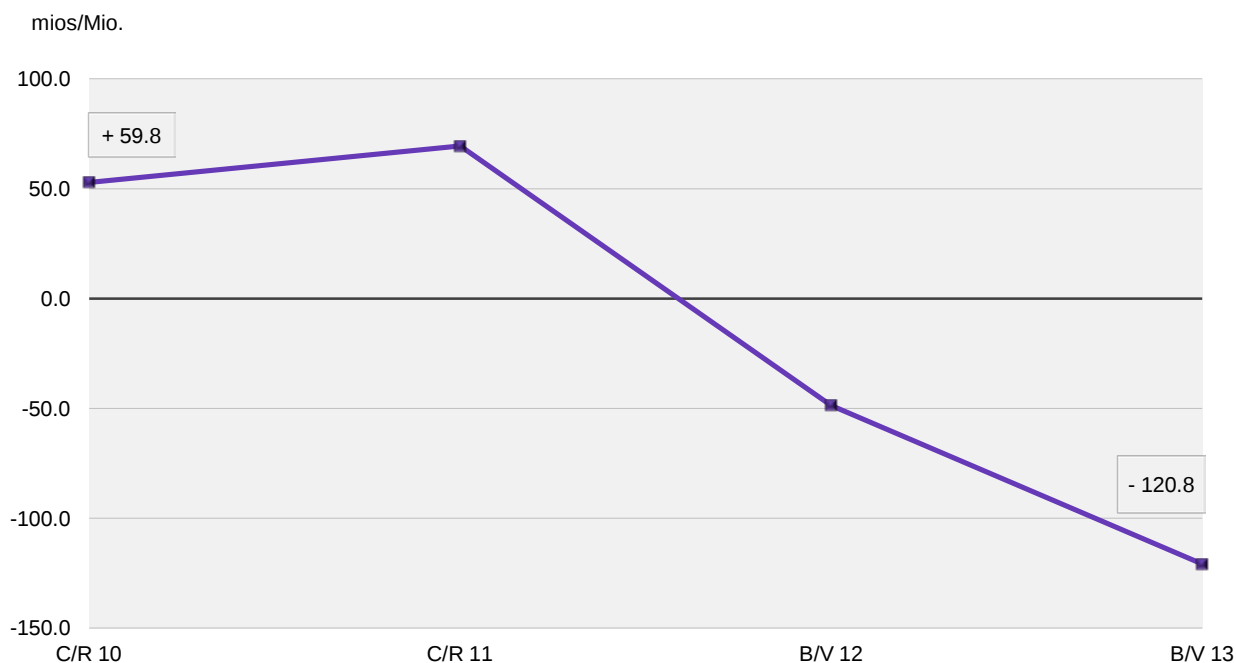
1.3. Finanzierungsfehlbetrag von 120,8 Millionen Franken

Die Selbstfinanzierungsmarge reicht für die Deckung der Nettoinvestitionen bei weitem nicht aus. Es ergibt sich ein ebenfalls in die Höhe geschnellter Finanzierungsfehlbetrag von 120,8 Millionen Franken.

	Budget Voranschlag 2013	Budget Voranschlag 2012*	Comptes Rechnung 2011*
	mios / Mio.	mios / Mio.	mios / Mio.
Investissements nets Nettoinvestitionen	– 155,0	– 120,7	– 152,0
Marge d'autofinancement Selbstfinanzierungsmarge	34,2	72,0	221,4
Insuffisance (–) / Excédent (+) de financement (B. ./A) Finanzierungsfehlbetrag (–) / -überschuss (+) (B ./A)	– 120,8	– 48,7	+ 69,4

* ajustés en tenant compte de l'exclusion des données des réseaux hospitaliers
angepasst unter Ausschluss der Zahlen der Spitalnetze

Evolution de l'excédent ou de l'insuffisance de financement Entwicklung des Finanzierungsüberschusses oder -fehlbetrags



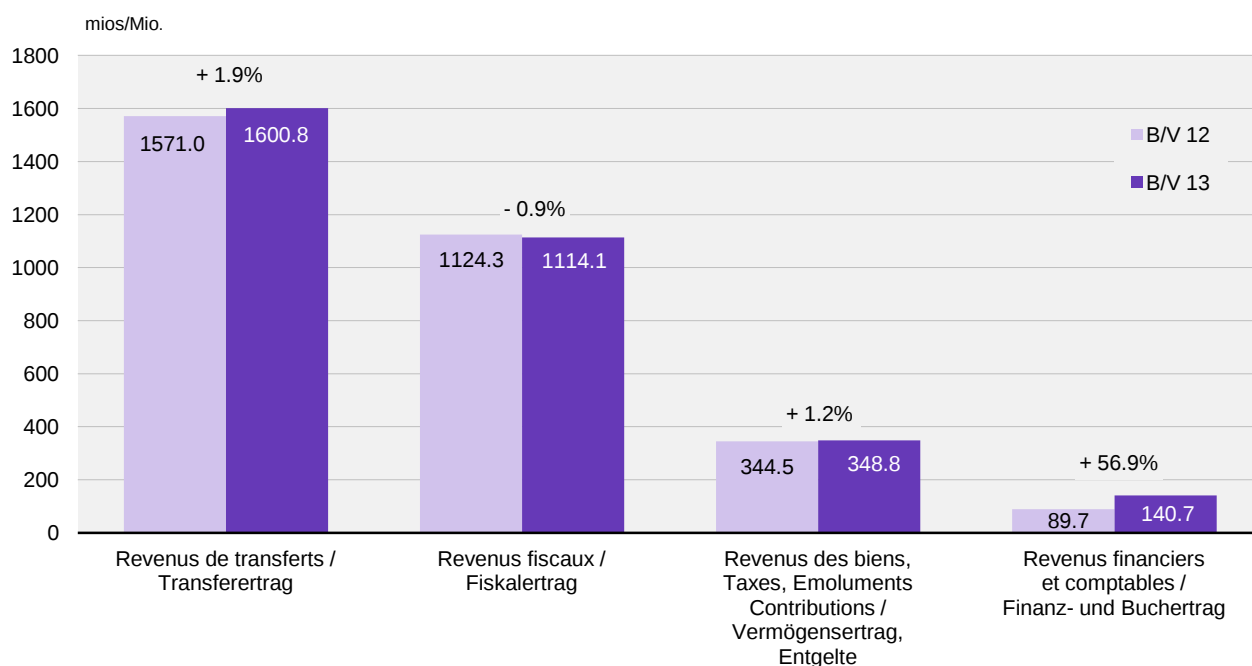
Historique basé sur la nouvelle méthode de calcul de l'autofinancement introduite par le nouveau modèle comptable MCH2
Rückblick basierend auf der mit dem neuen Rechnungslegungsmodell HRM2 eingeführten neuen Berechnung

2. Les revenus du compte de résultats

2.1. Evolution très différenciée des différentes sources de revenus

La progression des revenus totaux est de 2,4 % entre 2012 et 2013, au même rythme que les charges. Toutefois, l'évolution est beaucoup plus contrastée selon le type de ressources :

Evolution des revenus du compte de résultats Entwicklung des Ertrags der Erfolgsrechnung



Au surplus, l'évolution que connaît chaque grand groupe de revenus est variable et peut, parfois, être trompeuse, car chacune de ces catégories de ressources enregistre, en son sein, des évolutions qui ne sont pas toujours uniformes.

Le tableau ci-après confirme et précise cette tendance à une évolution différenciée :

2. Ertrag der Erfolgsrechnung

2.1. Sehr unterschiedliche Entwicklung der verschiedenen Ertragsquellen

Zwischen 2012 und 2013 hat der Gesamtertrag um 2,4 % zugenommen, gleich wie der Aufwand. Allerdings ist diese Entwicklung je nach Einnahmenart sehr unterschiedlich:

Die Entwicklung in den einzelnen Hauptertragsgruppen verläuft unterschiedlich und kann zudem manchmal trügerisch sein, da die Entwicklungen auch innerhalb dieser Gruppen nicht immer gleichförmig sind.

Die folgende Tabelle veranschaulicht diese Tendenzen:

	Budget Voranschlag 2013	Budget Voranschlag 2012*		Evolution Entwicklung 2012-2013
	mios / Mio.	mios / Mio.	mios / Mio.	en / in %
Revenus fiscaux Fiskalertrag	1114,1	1124,3	– 10,2	– 0,9
Revenus des biens / Taxes, émoluments / contributions Vermögensertrag / Entgelte	348,8	344,5	+ 4,3	+ 1,2
Revenus de transferts Transferertrag	1600,8	1571,0	+ 29,8	+ 1,9
dont : Part à l'IFD wovon: Anteil DBSt	74,1	70,0	+ 4,1	+ 5,9
dont : Péréquation financière fédérale wovon: Finanzausgleich des Bundes	465,6	475,0	– 9,4	– 2,0
dont : Dédommagements wovon: Entschädigungen	357,5	345,0	+ 12,5	+ 3,6
dont : Subventions acquises wovon: Beiträge für eigene Rechnung	401,9	386,7	+ 15,2	+ 3,9
dont : Subventions à redistribuer wovon: Durchlaufende Beiträge	228,2	227,5	+ 0,7	+ 0,3
Prélèvements sur les fonds et financements spéciaux Entnahmen aus Fonds und Spezialfinanzierungen	76,2	63,4	+ 12,8	+ 20,2
Imputations internes Interne Verrechnungen	26,5	26,3	+ 0,2	+ 0,8
Revenus extraordinaires Ausserordentliche Erträge	38,0	–	+ 38,0	.
Total	3204,4	3129,5	+ 74,9	+ 2,4

* Depuis le 1^{er} janvier 2012, la comptabilité de l'hôpital fribourgeois et du Réseau fribourgeois de santé mentale est autonome et n'est plus incorporée à celle de l'Etat. Or, le budget 2012 intégrait encore toutes les charges et tous les revenus des réseaux hospitaliers. Pour tenir compte de la nouvelle situation et pour rendre possibles et pertinentes les comparaisons dans le temps, il a été nécessaire d'exclure du budget 2012 l'ensemble des données chiffrées se rapportant à ces deux établissements. Seit dem 1. Januar 2012 ist die Buchhaltung des freiburger Spitals und des Freiburger Netzwerks für psychische Gesundheit autonom und nicht mehr in die Staatsbuchhaltung eingegliedert. Im Voranschlag 2012 war noch der gesamte Aufwand und Ertrag der Spitalnetze eingestellt. Um diesen neuen Gegebenheiten Rechnung zu tragen und aussagekräftige zeitliche Vergleiche anstellen zu können, mussten alle auf diese beiden Anstalten bezogenen Zahlen aus dem Voranschlag 2012 ausgeschlossen werden.

Quant aux principales variations (de 3 millions de francs et plus) entre les budgets 2012 et 2013, elles concernent :

Die wichtigsten Veränderungen (3 Millionen Franken und mehr) zwischen den Voranschlägen 2012 und 2013 betreffen:

mios / Mio.

**au chapitre des impôts
bei den Steuern**

Impôts sur le bénéfice des personnes morales
Gewinnsteuern der juristischen Personen – 17,0

Impôts sur les gains immobiliers
Liegenschaftsgewinnsteuern + 5,0

**en matière de revenus des biens et d'exploitation
bei den Vermögens- und Betriebserträgen**

Intérêts des prêts aux réseaux hospitaliers
Verzinsung der Darlehen an die Spitalnetze – 3,5

**sur le plan de nos parts à des recettes
bei unseren Einnahmenanteilen**

Péréquation financière fédérale (péréquation des ressources,
parts de la Confédération et des cantons)
Finanzausgleich des Bundes (Ressourcenausgleich,
Anteil des Bundes und der Kantone) – 9,2

Part à l'IFD des personnes physiques
Anteil DBSt – natürliche Personen + 3,2

Part à la redevance sur le trafic des poids lourds
Anteil an der Schwerverkehrsabgabe + 3,4

**dans le domaine des subventions
bei den durchlaufenden Beiträgen**

Subventions fédérales pour la sécurisation de la ligne ferroviaire Fribourg-Berne
Bundesbeiträge für die Sicherung der Bahnlinie Freiburg-Bern + 3,0

Subventions fédérales au titre des routes principales
Bundesbeiträge für die Hauptstrassen + 3,2

**en ce qui concerne enfin les financements spéciaux
bei den Spezialfinanzierungen**

Prélèvements sur le fonds de l'emploi
Entnahmen aus dem Beschäftigungsfonds + 4,7

Prélèvements sur le fonds d'infrastructures
Entnahmen aus dem Infrastrukturfonds +10,7

Prélèvements sur le fonds de l'énergie
Entnahmen aus dem Energiefonds + 6,3

Prélèvements sur diverses provisions
Entnahmen aus diversen Rückstellungen

Remontées mécaniques
Seilbahnen und Skilifte – 5,0

Assurance-maladie
Krankenversicherung + 4,0

RPT
NFA – 5,0

**comme revenus extraordinaires
als ausserordentlicher Ertrag**

Prélèvement sur la fortune
Entnahme aus dem Eigenkapital + 38,0

Certaines variations susmentionnées ont une contrepartie
au niveau des charges.

S'agissant de la ventilation des différentes sources de re-
venus, on enregistre un léger recul du poids relatif des

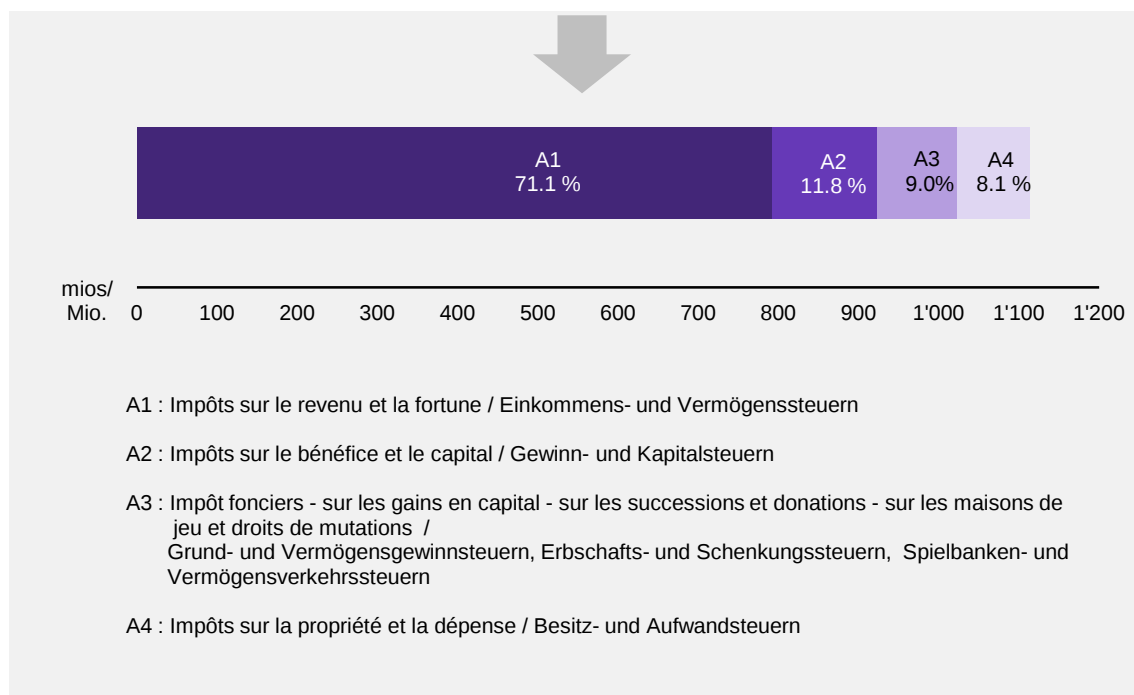
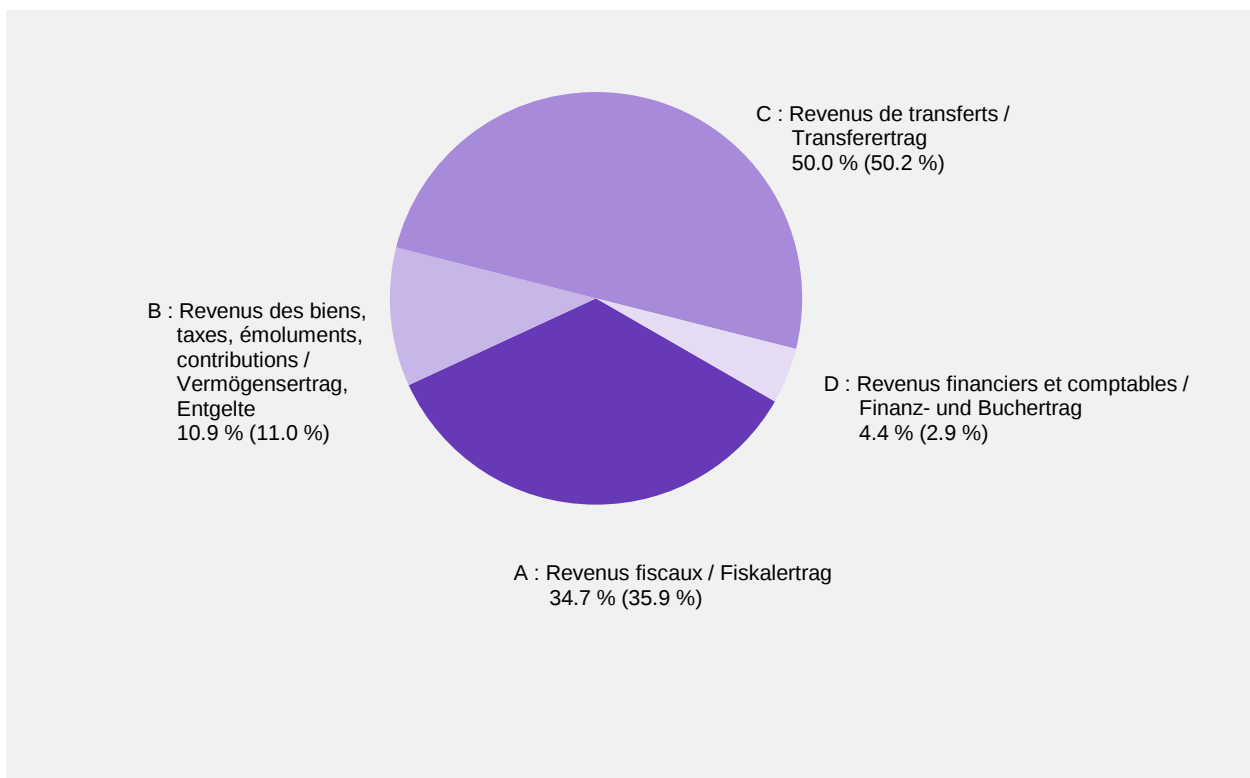
Einige dieser Veränderungen finden eine Entsprechung
auf der Aufwandseite

Bei der Verteilung der verschiedenen Ertragsquellen
verlieren die Fiskalerträge und die Transferzahlungen

impôts et des transferts de 86,1 % en 2012 à 84,7 % en 2013. Cela se reporte sur la part des financements spéciaux et revenus extraordinaires qui passe elle de 2 à 3,6 %.

etwas an Gewicht und gehen von 86,1% im Jahr 2012 auf 84,7 % im Jahr 2013 zurück. Dies wirkt sich auf den Anteil der Spezialfinanzierungen und ausserordentlichen Erträge aus, der von 2 auf 3,6 % steigt.

Répartition des revenus du compte de résultats Verteilung des Ertrags der Erfolgsrechnung



2.2. Net infléchissement de la courbe d'évolution des recettes fiscales

L'évaluation des montants de recettes fiscales à inscrire au budget est toujours délicate. Depuis le passage à la taxation annuelle, cette détermination s'est encore compliquée, compte tenu du décalage entre le moment où un revenu est perçu, le moment où ce revenu est déclaré et le moment où celui-ci est finalement taxé. Ainsi, le rendement final de l'impôt 2010 n'est connu qu'au cours de l'année 2012. C'est à partir de cette donnée de base réelle et sûre, et en se fondant sur un échantillonnage représentatif pour ce qui concerne les exercices suivants, que les projections pour les principaux impôts cantonaux ont été établies.

La crise économique de la fin de la décennie 2000 avait laissé présager des années difficiles en matière de rentrées fiscales, spécialement en ce qui concerne les personnes morales. La bonne résistance manifestée par l'économie fribourgeoise et une reprise soutenue de l'activité ont permis, du moins dans un premier temps, de franchir le cap sans enregistrer de réelle diminution des recettes fiscales. En outre, de par sa composition et la nature de ses activités, le tissu industriel et commercial du canton est peut-être moins affecté que d'autres par l'évolution conjoncturelle en soubresauts des marchés extérieurs.

En matière d'impôts, un palier supérieur semble pourtant avoir été atteint l'année dernière. Les dernières projections établies font en effet ressortir un net tassement des rentrées, quand ce n'est pas une réelle baisse. Cette évolution négative a conduit le Conseil d'Etat à renoncer à la baisse d'impôts de 25 millions de francs envisagée initialement.

Globalement, d'un exercice budgétaire à l'autre, les prévisions de rentrées fiscales sont orientées à la baisse, la diminution se chiffrant à 10,2 millions de francs ou – 0,9 %.

L'évolution détaillée, présentée dans le tableau qui suit, démontre toutefois des différences significatives de variation selon le type d'impôt :

2.2. Deutliche Trendwende bei den Steuereinnahmen

Die Schätzung der im Voranschlag einzustellenden Steuereinnahmen ist immer heikel. Seit dem Wechsel zur einjährigen Gegenwartsbesteuerung gestalten sich diese Schätzungen aufgrund der zeitlichen Abstände zwischen den Zeitpunkten, in denen jeweils ein Einkommen erzielt, deklariert und schliesslich veranlagt wird, noch schwieriger. So ist der endgültige Steuerertrag 2010 erst im Laufe des Rechnungsjahres 2012 bekannt. Die Vorausberechnungen für die wichtigsten kantonalen Steuern wurden ausgehend von dieser realen und sicheren Basis und gestützt auf eine repräsentative Stichprobe für die Folgejahre vorgenommen.

Aufgrund der Wirtschaftskrise am Ende des ersten Jahrzehnts 2000 musste man sich insbesondere hinsichtlich der Steuereinnahmen der juristischen Personen auf «mageren» Jahre einstellen. Da sich die Freiburger Wirtschaft aber krisenresistenter gezeigt hat als erwartet und dank eines deutlichen Aufschwungs kam es zumindest vorläufig zu keinem wirklichen Einbruch der Steuereinnahmen. Ausserdem sind Industrie und Handel im Kanton Freiburg aufgrund ihrer Zusammensetzung und Ausrichtung wohl weniger durch konjunkturelle Schwankungen auf den ausländischen Märkten gefährdet als anderswo.

Im letzten Jahr scheint bei den Steuereinnahmen jedoch eine Obergrenze erreicht worden zu sein. Den jüngsten Schätzungen zufolge stagnieren die Steuereinnahmen oder sind sogar rückläufig. Diese unerfreuliche Entwicklung hat den Staatsrat veranlasst, auf die ursprünglich geplante Steuersenkung um 25 Millionen Franken zu verzichten.

So ist gemäss Schätzungen für den Voranschlag 2013 mit um insgesamt 10,2 Millionen Franken oder – 0,9 % rückläufigen Steuereinnahmen gegenüber dem Voranschlag 2012 zu rechnen.

Die Entwicklung verläuft jedoch je nach Steuerart unterschiedlich, wie folgende Tabelle zeigt:

	Budget Voranschlag 2013	Budget Voranschlag 2012		Evolution Entwicklung 2012-2013
	mios / Mio.	mios / Mio.	mios / Mio.	en / in %
Impôts directs sur les personnes physiques : Direkte Steuern natürliche Personen:				
Impôts sur le revenu Einkommenssteuern	693,0	694,0	– 1,0	– 0,1
Impôts sur la fortune Vermögenssteuern	71,0	71,0	–	–
Impôts à la source Quellensteuern	24,0	22,0	+ 2,0	+ 9,1
Impôts par suite de procédure en soustraction et amendes Steuern und Bussen infolge Hinterziehungsverfahren	4,4	4,4	–	–
Impôts directs sur les personnes morales : Direkte Steuern juristische Personen:				
Impôts sur le bénéfice Gewinnsteuern	108,0	125,0	– 17,0	– 13,6
Impôts sur le capital Kapitalsteuern	23,0	22,0	+ 1,0	+ 4,5
Autres impôts directs : Übrige direkte Steuern:				
Impôts fonciers Grundsteuern	4,1	4,1	–	–
Impôts sur les gains en capital Vermögensgewinnsteuern	46,4	42,2	+ 4,2	+ 10,0
Droits de mutations Vermögensverkehrssteuern	39,7	37,5	+ 2,2	+ 5,9
Impôts sur les successions et donations Erbschafts- und Schenkungssteuern	4,5	4,5	–	–
Impôts sur les maisons de jeu Spielbankenabgabe	5,2	5,0	+ 0,2	+ 4,0
Impôts sur la propriété et sur la dépense Besitz- und Aufwandsteuern	90,8	92,6	– 1,8	– 1,9
Total	1114,1	1124,3	– 10,2	– 0,9

S'agissant du principal impôt, l'impôt sur le revenu des personnes physiques, la fixation à 693 millions de francs du montant à retenir au budget 2013 s'est opérée de la manière suivante en partant d'un rendement effectif final attendu 2010 s'élevant à quelque 650 millions de francs (en hausse de seulement 9 millions de francs par rapport à 2009 et en retrait de 7 millions de francs par rapport aux prévisions) et d'une hypothèse de croissance de 3 % en 2011 et 2012 et de 3,5 % en 2013 :

In der wichtigsten Steuerkategorie, der Einkommenssteuer der natürlichen Personen, wurde der Betrag von 693 Millionen Franken wie folgt in den Voranschlag 2013 aufgenommen, wobei von einem effektiven Endertrag 2010 von rund 650 Millionen Franken (und damit nur 9 Millionen mehr als 2009 und 7 Millionen unter den Schätzungen) und einer jährlichen Zuwachsrate von 3 % für 2011 und 2012 sowie von 3,5 % für 2013 ausgegangen wurde:

mios / Mio.

Année 2011
Steuerjahr 2011

650 + 20 – 20 + 13

663

Augmentation de 3 % du rendement fiscal 2010 (+ 20 mios),
allégement fiscal 2011 (– 20 mios) et un cas exceptionnel (+ 13 mios).
Erhöhung des Steuerertrags 2010 um 3 % (+ 20 Mio.),
Steuersenkung 2011 (– 20 Mio.) und ein ausserordentlicher Fall (+ 13 Mio.).

Année 2012
Steuerjahr 2012

650 + 20 + 10

680

Augmentation de 3 % du rendement fiscal 2011 de base (+ 20 mios)
et un cas exceptionnel (+ 10 mios).
Erhöhung des Basis-Steuerertrags 2011 um 3 % (+ 20 Mio.),
und ein ausserordentlicher Fall (+ 10 Mio.).

Année 2013
Steuerjahr 2013

670 + 23

693

Augmentation de 3,5 % du rendement fiscal 2012 de base (+ 23 mios)
Erhöhung des Basis-Steuerertrags 2012 um 3,5 % (+ 23 Mio.)

La comptabilisation des recettes s'effectue sur la base d'estimations durant deux ans au cours desquels la recette potentielle est comptabilisée à concurrence de 93 % sur la 1^{ère} année, d'une deuxième part sur la deuxième année ; le solde est comptabilisé sur la troisième année au terme des taxations.

L'application de ces règles conduit donc à prévoir 693 millions de francs d'impôt sur le revenu au budget 2013, soit :

- > 27 millions de francs comme 3^{ème} part de l'impôt 2011 ;
- > 21 millions de francs comme 2^{ème} part de l'impôt 2012 ;
- > 645 millions de francs comme 1^{ère} part de l'impôt 2013.

Une même démarche d'analyse a présidé à l'évaluation des autres principales rentrées d'impôts sur la base d'hypothèses différenciées. S'agissant de l'impôt sur le bénéfice des personnes morales, les hypothèses à la base des estimations budgétaires tiennent compte des risques de tassement des profits. Ainsi, la croissance annuelle estimée du rendement de cet impôt, qui était encore de l'ordre de 13 millions de francs en 2011, a été ramenée à 2 millions de francs pour 2012 et à 5 millions de francs pour l'exercice 2013. Il y a lieu de relever encore que le point de départ de toutes les projections pour l'impôt sur le bénéfice, à savoir le rendement 2010, se situait à 12 millions de francs au-dessous du rendement 2009.

Quant au recul des impôts sur la propriété et la dépense, il concerne au premier chef l'impôt sur les véhicules à moteur et il est plus apparent que réel. Le budget 2012 intègre en effet une adaptation au renchérissement qui, en dernier ressort, a été repoussée par le Grand Conseil.

Die Steuereinnahmen werden anhand von Schätzungen über zwei Jahre veranschlagt, in denen die voraussichtlichen Einnahmen im ersten Jahr mit 93 % und mit einem zweiten Anteil im zweiten Jahr verbucht werden. Der Saldo wird im dritten Jahr nach Abschluss der Veranlagungen verbucht.

Damit sind im Voranschlag 2013 für die Einkommenssteuer 693 Millionen Franken vorzusehen, nämlich:

- > 27 Millionen Franken als 3. Anteil für 2011
- > 21 Millionen Franken als 2. Anteil für 2012;
- > 645 Millionen Franken als 1. Anteil für 2013.

Die übrigen Hauptsteuererträge wurden ausgehend von differenzierten Hypothesen nach dem gleichen Vorgehen evaluiert. Die den Voranschlagsschätzungen zugrunde gelegten Hypothesen für die Gewinnsteuer der juristischen Personen tragen den Risiken einer Stagnation bzw. eines Rückgangs Rechnung. Während die geschätzte jährliche Zunahme dieses Steuerertrags 2011 noch rund 13 Millionen Franken betrug, beläuft sie sich somit im Jahr 2012 noch auf 2 Millionen Franken und im Rechnungsjahr 2013 auf 5 Millionen Franken. Hier ist zu ergänzen, dass der Steuerertrag, der als Ausgangspunkt für alle Gewinnsteuerschätzungen diente, d.h. der entsprechende Steuerertrag 2010, 12 Millionen Franken unter dem Gewinnsteuerertrag 2009 lag.

Bei den Besitz- und Aufwandsteuern sind hauptsächlich die Motorfahrzeugsteuern rückläufig, was aber eigentlich nur so scheint. Im Voranschlag 2012 war nämlich eine Teuerungsanpassung enthalten, die vom Grossen Rat schliesslich nicht genehmigt wurde.

2.3. Frein à la progression des ressources extérieures

Au cours de ces dernières années, les revenus en provenance de l'extérieur avaient fortement augmenté et leur poids n'avait cessé de croître dans le financement des tâches publiques. Après avoir stagné en 2012, ces apports augmentent à nouveau, mais de manière différenciée.

2.3. Gebremste Zunahme der Drittmittel

In den letzten Jahren sind die Fremdmittel erheblich angestiegen und bei der Finanzierung öffentlicher Aufgaben immer mehr ins Gewicht gefallen. Nachdem sie 2012 stagniert haben, ist hier wiederum eine – allerdings differenzierte – Zunahme zu verzeichnen.

Provenance des ressources financières extérieures Herkunft der externen Mittel

	Confédération Bund	Péréquation financière fédérale Finanzausgleich des Bundes	Communes Gemeinden	Cantons Kantone	Tiers Dritte
	mios / Mio.	mios / Mio.	mios / Mio.	mios / Mio.	mios / Mio.
Parts à des recettes Einnahmenanteile					
2012	111,4	475,0	–	–	–
2013	121,2	465,6	–	–	–
Dédommagements Entschädigungen					
2012	24,8	–	206,5	113,7	–
2013	27,0	–	212,9	117,6	–
Subventions acquises Beiträge für eigene Rechnung					
2012	206,8	–	152,9	–	27,6
2013	218,9	–	155,1	–	28,5
Subventions à redistribuer Durchlaufende Beiträge					
2012	222,9	–	27,1	–	2,5
2013	223,6	–	27,9	–	2,5
Total ensemble des revenus de transferts Total Transferzahlungen					
2012	565,9	475,0	386,5	113,7	30,1
2013	590,7	465,6	395,9	117,6	31,0
Variation 2012-2013 Veränderung 2012-2013	+ 24,8	– 9,4	+ 9,4	+ 3,9	+ 0,9

Plusieurs évolutions significatives se font jour :

- > l'augmentation des dédommagements et des subventions est étroitement liée à l'accroissement des dépenses correspondantes supportées par le canton, notamment dans les domaines des réfugiés, des prestations complémentaires, des routes et de la formation professionnelle. A relever également, avec toujours pour source la Confédération, un accroissement de nos parts aux recettes fédérales ;
- > pour la seconde année consécutivement, les rentrées découlant de la RPT, et plus particulièrement de la péréquation des ressources, sont en recul. Alors qu'en 2011, le canton avait reçu à ce titre une somme de 488,7 millions de francs, il ne devrait recevoir l'année prochaine qu'un montant évalué à 465,6 millions de francs ;
- > les autres contributeurs au financement des prestations publiques, cantons / communes / tiers, devraient apporter quelque 544,5 millions de francs en 2013, soit le 17 % du budget « revenus » de l'Etat. L'augmentation de leurs apports (+ 14,2 mios ou + 2,7 %) est uniquement liée à l'accroissement des charges qu'ils cofinancent avec l'Etat.

2.4. Hausse modeste des revenus des biens et autres recettes d'exploitation

Cette catégorie de ressources propres, qui représente à peine un peu plus de 10 % des revenus de fonctionnement de l'Etat, devrait atteindre un volume total de 348,8 millions de francs en 2013 (en hausse de 1,2 %).

Par rapport à 2012, l'évolution est modeste sur tous les plans, hormis peut-être l'augmentation de 1 million de francs prévue pour chacune de nos parts aux bénéfices de la BCF et du Groupe E. A noter aussi la baisse prévisible des intérêts des placements qui s'explique par une stabilisation des taux à un bas niveau.

2.5. Deux tiers des ressources supplémentaires fournis par les fonds et la fortune

Sur les quelque 75 millions de francs de ressources supplémentaires nécessaires pour assurer l'entier du financement des tâches publiques 2013, plus de 50 millions de francs sont assurés par des financements spéciaux. Cela concerne avant tout les prélèvements suivants :

- > mise à contribution plus intensive (+ 4,7 mios) du fonds de l'emploi ;
- > recours, pour la première fois, au fonds d'infrastructures à hauteur de 10,7 millions de francs ;
- > couverture du solde non financé du compte de résultats par la fortune.

Hier zeichnen sich einige signifikante Entwicklungen ab:

- > Die Zunahme bei den Entschädigungen und Beiträgen steht in engem Zusammenhang mit entsprechend gestiegenen Ausgaben des Kantons, namentlich in den Bereichen Flüchtlingswesen, Ergänzungsleistungen, Strassen und Berufsbildung. Zu nennen ist hier auch unser höherer Anteil an den Einnahmen des Bundes.
- > Zum zweiten aufeinander folgenden Mal sind unsere Einnahmen aus der NFA, insbesondere aus dem Ressourcenausgleich rückläufig. Während der Kanton hier 2011 Einnahmen von 488,7 Millionen Franken verzeichnen konnte, wird er nächstes Jahr nur noch geschätzte 465,6 Millionen Franken erhalten.
- > Von den weiteren zur Finanzierung der öffentlichen Leistungen Beitragenden (Kantone / Gemeinden / Dritte) ist für 2013 mit Einnahmen von rund 544,5 Millionen Franken zu rechnen. Dies entspricht 17 % des «Ertragsbudgets» des Staates. Die Zunahme ihrer Beiträge (+ 14,2 Mio. bzw. + 2,7 %) ist lediglich auf die höheren Aufwände zurückzuführen, die sie mit dem Staat kofinanzieren.

2.4. Moderate Zunahme der Vermögenserträge und anderer Betriebseinnahmen

In dieser Kategorie von Eigenmitteln, die etwas mehr als 10 % des laufenden Ertrags des Staates ausmachen, dürften 2013 Erträge von insgesamt 348,8 Millionen Franken erreicht werden (Zunahme um 1,2 %).

Gegenüber 2012 hat sich nur wenig geändert, ausgenommen allenfalls die vorgesehene Erhöhung um je 1 Million Franken bei unseren Anteilen am Gewinn der FKB und der Gruppe E. Aufgrund des anhaltend tiefen Zinsniveaus muss ausserdem mit rückläufigen Anlagezinsen gerechnet werden.

2.5. Zwei Drittel der Mehreinnahmen stammen aus Fonds und Eigenkapital

Von den zusätzlichen rund 75 Millionen Franken, die zur Sicherung der Finanzierung der öffentlichen Aufgaben im Jahr 2013 notwendig sind, stammen über 50 Millionen Franken aus Spezialfinanzierungen. Darunter fallen namentlich folgende Entnahmen:

- > Mehrbeanspruchung des Beschäftigungsfonds (+ 4,7 Mio.);
- > erstmalige Entnahme von 10,7 Millionen Franken aus dem Infrastrukturfonds;
- > Deckung des Fehlbetrags der Erfolgsrechnung durch eine Entnahme aus dem Eigenkapital.

3. Les charges du compte de résultats

3.1. Une hausse de 2,4 % des charges totales équivalente à celle des revenus

Selon les prévisions établies, les charges totales de fonctionnement devraient passer de 3128,5 millions de francs en 2012 à 3203,9 millions de francs en 2013, soit un taux de croissance annuel de 2,4 %. La progression est identique à celle des revenus.

3. Aufwand der Erfolgsrechnung

3.1. Zunahme des Gesamtaufwands um 2,4 %, gleich wie beim Ertrag

Den Prognosen zufolge dürfte sich der Gesamtaufwand der Erfolgsrechnung von 3128,5 Millionen Franken im Jahr 2012 auf 3203,9 Millionen Franken im Jahr 2013 erhöhen, was einer Zuwachsrate von 2,4 % entspricht. Die Zuwachsrate ist gleich wie beim Ertrag.

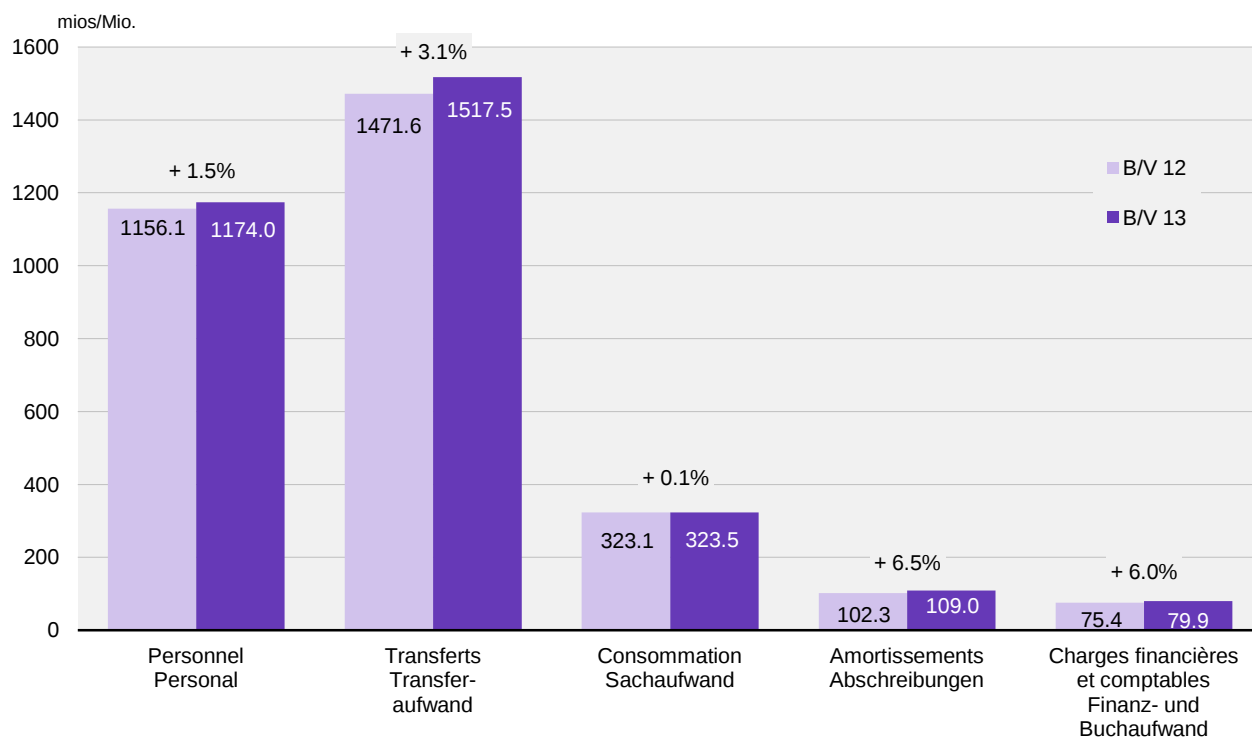
	Budget Voranschlag 2013	Budget Voranschlag 2012*		Evolution Entwicklung 2012-2013
	mios / Mio.	mios / Mio.	mios / Mio.	en / in %
Charges de personnel Personalaufwand	1174,0	1156,1	+ 17,9	+ 1,5
Charges de consommation de bien et services et autres charges d'exploitation Sach-und übriger Betriebsaufwand	323,5	323,1	+ 0,4	+ 0,1
Charges financières Fianzaufwand	14,5	17,0	- 2,5	- 14,7
Amortissements du patrimoine administratif Abschreibungen auf dem Verwaltungsvermögen	66,1	58,8	+ 7,3	+ 12,4
Amortissement des prêts / participations et des subventions d'investissements Abschreibungen auf Darlehen / Beteiligungen und Investitionsbeiträgen	42,9	43,5	- 0,6	- 1,4
Charges de transferts Transferaufwand	1517,5	1471,6	+ 45,9	+ 3,1
Financements spéciaux Spezialfinanzierungen	38,9	32,1	+ 6,8	+ 21,2
Imputations internes Interne Verrechnungen	26,5	26,3	+ 0,2	+ 0,8
Total	3203,9	3128,5	+ 75,4	+ 2,4

* Depuis le 1^{er} janvier 2012, la comptabilité de l'hôpital fribourgeois et du Réseau fribourgeois de santé mentale est autonome et n'est plus incorporée à celle de l'Etat. Or, le budget 2012 intégrait encore toutes les charges et tous les revenus des réseaux hospitaliers. Pour tenir compte de la nouvelle situation et pour rendre possibles et pertinentes les comparaisons dans le temps, il a été nécessaire d'exclure du budget 2012 l'ensemble des données chiffrées se rapportant à ces deux établissements. Seit dem 1. Januar 2012 ist die Buchhaltung des freiburger Spitals und des Freiburger Netzwerks für psychische Gesundheit autonom und nicht mehr in die Staatsbuchhaltung eingegliedert. Im Voranschlag 2012 war noch der gesamte Aufwand und Ertrag der Spitalnetze eingestellt. Um diesen neuen Gegebenheiten Rechnung zu tragen und aussagekräftige zeitliche Vergleiche anstellen zu können, mussten alle auf diese beiden Anstalten bezogenen Zahlen aus dem Voranschlag 2012 ausgeschlossen werden.

Dans l'ensemble, l'évolution des charges est bien maîtrisée. Toutefois leur variation peut être différente d'une catégorie à l'autre.

Insgesamt ist die Aufwandentwicklung gut unter Kontrolle. Allerdings kann die jeweilige Zunahme von einer Kategorie zur anderen unterschiedlich sein.

Evolution des charges du compte de résultats
Entwicklung des Aufwands der Erfolgsrechnung



Les principales variations (de 3 millions de francs et plus) par rapport au budget 2012 concernent les rubriques suivantes :

Die stärksten Abweichungen (3 Millionen Franken und mehr) gegenüber dem Voranschlag 2012 sind in den folgenden Rubriken festzustellen:

mios / Mio.

A la hausse
Steigend

Financement des prestations de l'hôpital fribourgeois Finanzierung der Leistungen des freiburger spitals	+ 14,9
Amortissements des subventions d'investissements pour les hôpitaux (Meyriez) Abschreibungen auf Investitionsbeiträgen für die Spitäler (Merlach)	+ 7,0
Amortissements des routes Abschreibungen auf Strassen	+ 4,9
Subventions cantonales pour la sécurisation de la ligne ferroviaire Fribourg-Berne Kantonsbeiträge für die Sicherung der Bahnlinie Bern-Freiburg	+ 4,2
Versements au fonds pour les routes principales Einlagen in den Fonds für die Hauptstrassen	+ 3,6
Subventions pour les frais d'accompagnement dans les établissements médico-sociaux pour personnes âgées Beiträge für die Betreuungskosten in den Pflegeheimen	+ 3,1

A la baisse
Sinkend

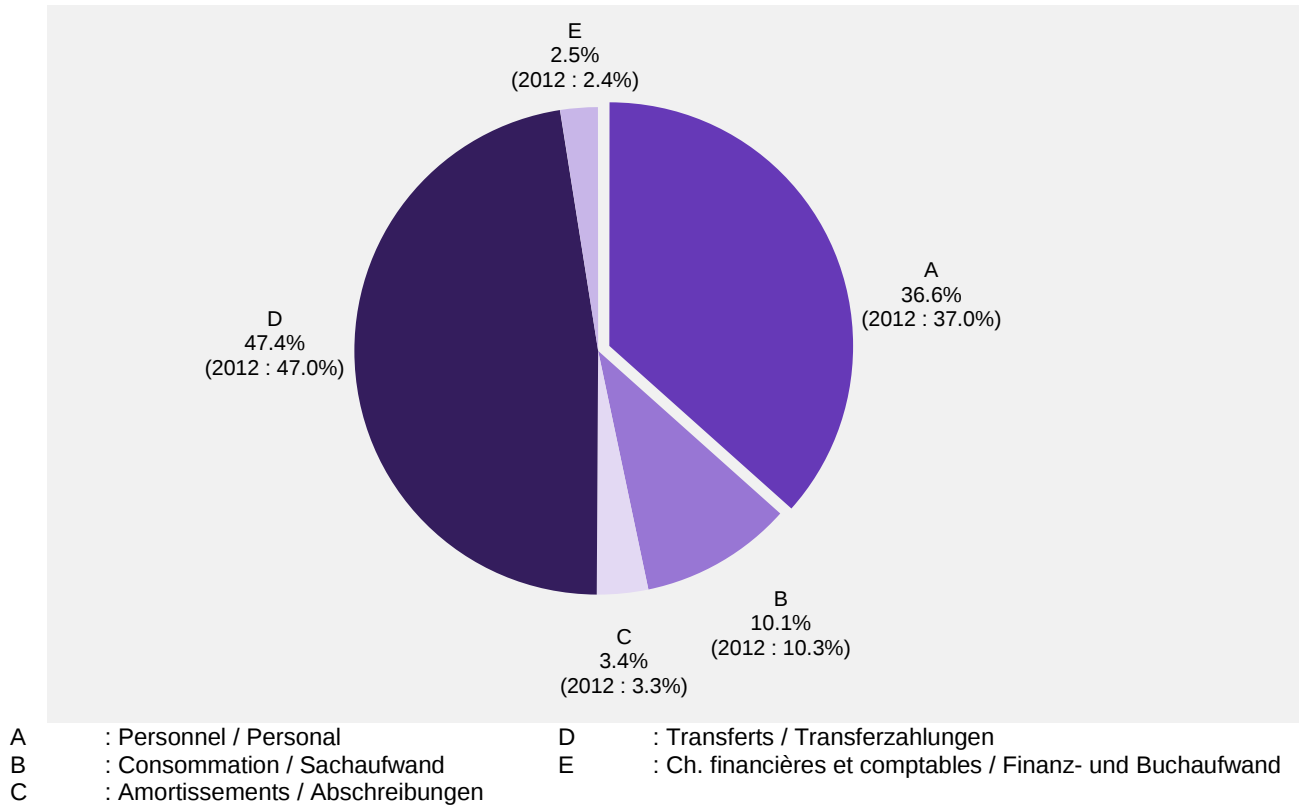
Amortissements des prêts pour le renouvellement des remontées mécaniques Abschreibungen auf Darlehen für die Erneuerung von Seilbahnen und Skiliften	– 5,0
---	-------

Certaines des variations susmentionnées sont partiellement ou totalement compensées au niveau des revenus.

Einige dieser Abweichungen werden auf der Ertragsseite ganz oder teilweise ausgeglichen.

Le poids relatif des différents types de charges se présente ainsi au projet de budget 2013 :

Répartition des charges du compte de résultats
Verteilung des Aufwandes der Erfolgsrechnung



Le poids relatif des principaux types de charges se modifie ainsi entre 2012 et 2013 :

- > Personnel, de 37,0 % à 36,6 % ;
- > Consommation, de 10,3 % à 10,1 % ;
- > Amortissements, de 3,3 % à 3,4 % ;
- > Transferts, de 47,0 % à 47,4 % ;
- > Financières, de 2,4 % à 2,5 %.

Pour tous les grands groupes de tâches de fonctionnement, les charges sont supérieures aux ressources qui leur sont directement liées. La couverture de ces charges nettes est assurée essentiellement par la fonction « Finances et impôts ». Par « Finances », il faut entendre tout ce qui se rapporte à la gestion de la fortune et des dettes. Au budget 2013, la situation en la matière se présente ainsi :

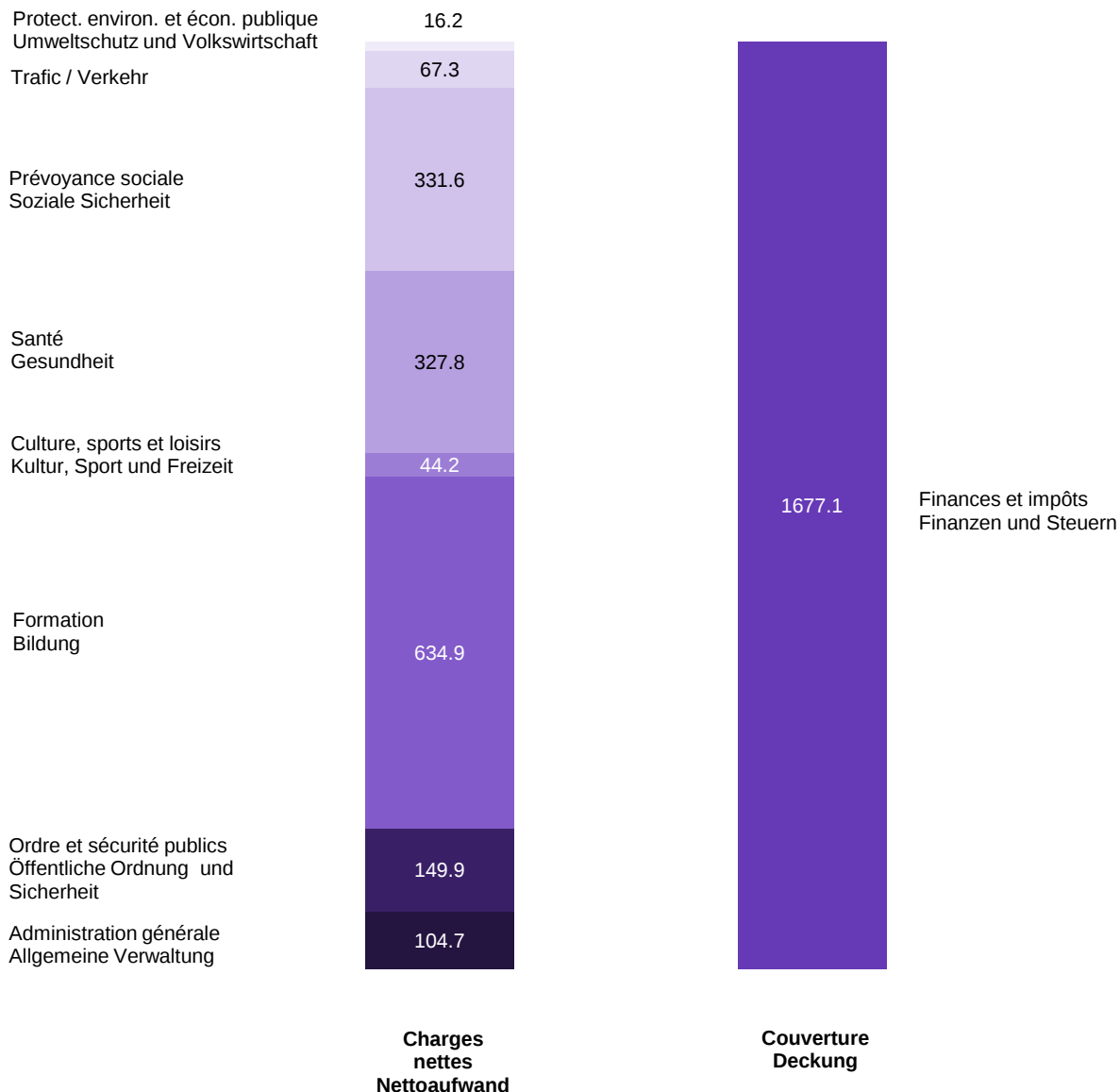
Die verschiedenen Aufwandarten verteilen sich im Voranschlagsentwurf 2013 anteilmässig wie folgt:

Der Anteil der verschiedenen Aufwandskategorien verändert sich also zwischen 2012 und 2013 wie folgt:

- > Personal: von 37,0 % auf 36,6 %,
- > Sachaufwand: von 10,3 % auf 10,1 %,
- > Abschreibungen: von 3,3 % auf 3,4 %,
- > Transferzahlungen: von 47,0 % auf 47,4 %,
- > Finanz- und Buchaufwand: von 2,4 % auf 2,5 %.

Für alle grossen Aufgabengruppen der Erfolgsrechnung ist ein höherer Aufwand zu verzeichnen, als direkt zweckgebundene Mittel zur Verfügung stehen. Die Deckung dieses Nettoaufwands wird hauptsächlich durch den Bereich «Finanzen und Steuern» gewährleistet. Unter «Finanzen» ist alles im Zusammenhang mit der Vermögens- und Schuldenverwaltung zu verstehen. Im Voranschlag 2013 ergibt sich daraus folgendes Bild:

Charges/revenus nets par fonction (en millions)
Nettoaufwand/-ertrag nach funktionaler Gliederung (in Millionen)



Remarque : la différence entre les charges totales nettes et la couverture correspond à l'excédent de revenus de 0,5 million de francs.

Entre 2012 et 2013, les charges nettes s'accroissent de 1,7 %. Le coût net des prestations progresse à un rythme nettement supérieur à la moyenne dans la fonction « Santé ».

Hinweis: Die Differenz zwischen dem Nettogesamtaufwand und der Deckung entspricht dem Ertragsüberschuss von 0,5 Millionen Franken.

Zwischen 2012 und 2013 nimmt der Nettoaufwand um 1,7 % zu. Die Nettokosten für die verschiedenen Aufgabenbereiche nehmen im Bereich «Gesundheit» klar überdurchschnittlich zu.

3.2. Les charges de personnel et le nombre de postes de travail

3.2.1. Ralentissement de la croissance des charges du personnel

Hors réseaux hospitaliers ne figurant dorénavant plus dans les comptes de l'Etat, les charges de personnel augmentent de 17,9 millions de francs, soit de 1,5 % entre les budgets 2012 et 2013. Ce taux de croissance est inférieur à la moyenne des derniers exercices budgétaires, en raison principalement de l'absence d'inflation et d'une réduction du nombre de nouveaux postes.

Les causes de l'augmentation de la masse salariale sont diverses et elles peuvent être synthétisées de la manière suivante :

3.2. Personalaufwand und Stellenzahl

3.2.1. Gebremste Zunahme des Personalaufwands

Ohne die Spitalnetze, die künftig nicht mehr in der Staatsrechnung aufgeführt sind, nimmt der Personalaufwand um 17,9 Millionen Franken zu, das entspricht einer Zunahme um 1,5 % zwischen den Voranschlägen 2012 und 2013. Diese Zuwachsrate liegt unter dem Durchschnitt der letzten Voranschlagsjahre, vor allem wegen der Nullinflation und weniger neuen Stellen.

Die Zunahme der Lohnsumme ist auf ganz unterschiedliche Gründe zurückzuführen, die sich wie folgt zusammenfassen lassen:

	Variation Veränderung 2012-2013
	mios / Mio.
Au niveau de la rémunération Bei den Gehältern:	+ 4,7
Revalorisation réelle des traitements (paliers) Reale Lohnerhöhungen (Gehaltsstufen)	+ 4,7
Au niveau des effectifs Bei den Stellen	+ 12,3
Nouveaux postes (+ 101.07 EPT) + Pool (+ 3.00 EPT) Neue Stellen (+ 101.07 VZÄ) + Stellenpool (+ 3.00 VZÄ)	+ 12,3
Au niveau d'ajustements de divers crédits spécifiques Bei der Anpassung verschiedener spezifischer Kredite	+ 0,9
Revalorisations sectorielles et générales Sektorielle und allgemeine Aufwertungen	- 2,3
Crédits forfaitaires Pauschalkredite	+ 1,8
Fonds pré-AVS AHV-Überbrückungsfonds	+ 0,6
Jeunes sans emploi / Elèves Junge Stellensuchende / Schüler(innen)	+ 0,2
Personnel enseignant remplaçant / Maîtres de stages Stellvertretendes Lehrpersonal / Praktikumslehrer(innen)	+ 0,4
Formation, recrutement, divers Aus- und Weiterbildung, Rekrutierung, Sonstiges	+ 0,2
Total	+ 17,9

Du fait de l'exclusion des réseaux hospitaliers des comptes de l'Etat d'une part, et en raison d'autre part d'une croissance inférieure à celle de l'ensemble des charges effectives, les dépenses de personnel voient leur poids relatif se réduire pour représenter 36,9 % en 2013.

Mit der Ausgliederung der Spitalnetze aus der Staatsrechnung und einer geringeren Zunahme als beim effektiven Gesamtaufwand geht der prozentuale Anteil des Personalaufwands 2013 auf 36,9 % zurück.

	Charges brutes de personnel Brutto-Personalaufwand	Charges totales (hors imputations internes) Gesamtaufwand (ohne interne Verrechnungen)	Charges brutes de personnel (hors imputations internes) Brutto-Personalaufwand (ohne interne Verrechnungen)
	mios / Mio.	mios / Mio.	en % des charges totales in % des Gesamtaufwandes
Budget 2013 Voranschlag 2013	1174,0	3177,4	36,9
Budget 2012 hors réseaux hospitaliers Voranschlag 2012 ohne Spitalnetze	1156,1	3102,1	37,3

3.2.2. Croissance freinée des effectifs de personnel

La statistique des postes de travail établie pour le budget 2013 indique, hors réseaux hospitaliers, un total de 7977.90 unités équivalent plein temps (EPT). Ce chiffre est en augmentation de 106.91 EPT ou de 1,4 %. Cet accroissement net, très inférieur à celui des exercices précédents, a pour origine :

3.2.2. Gebremster Zuwachs beim Stellenbestand

Die Statistik der Arbeitsstellen weist für den Voranschlag 2013 ohne Spitalnetze ein Total von 7977.90 Vollzeit-äquivalenten (VZÄ) aus. Dies entspricht einer Zunahme um 106.91 VZÄ oder 1,4 %, die viel geringer ist als in den letzten Voranschlagsjahren und sich wie folgt aufteilt:

	EPT / VZÄ
Statistique des postes de travail budget 2012 Statistik der Arbeitsstellen Voranschlag 2012	10 349.06
Effectif Budget 2012 des réseaux hospitaliers Stellenbestand der Spitalnetze Voranschlag 2012	– 2 478.07
Statistique des postes de travail budget 2012 corrigée Statistik der Arbeitsstellen Voranschlag 2012 berichtigt	7 870.99
Nouveaux postes Neue Stellen	+ 84.32
dont : Administration centrale wovon: Zentralverwaltung	+ 19.50
dont : Secteur de l'enseignement wovon: Unterrichtswesen	+ 62.32
dont : Autres secteurs wovon: Andere Sektoren	+ 2.50
Postes supplémentaires liés à des situations particulières Administration centrale / Police Zusätzliche Stellen in Zusammenhang mit besonderen Umständen Zentralverwaltung / Polizei	+ 16.75
Pool « Général » des postes : Administration centrale : (suppressions : – 0.45 ; créations : + 2.29) Allgemeiner Stellenpool: Zentralverwaltung (Streichung: – 0.45; Schaffung: + 2.29)	+ 1.84
Pool « Vacances » des postes : Administration centrale (créations : + 4.00) Ferienpool: Zentralverwaltung (Schaffung: + 4.00)	+ 4.00
Statistique des postes de travail budget 2013 Statistik der Arbeitsstellen Voranschlag 2013	7 977.90

A cela s'ajoute l'alimentation du Pool « Général » à hauteur de 3 unités, à disposition du Conseil d'Etat pour répondre à des besoins urgents en cours d'exercice.

Il a en outre été procédé à une série de transferts entre secteurs, notamment dans le cadre de la mise en place du centre de maintenance des écoles (CME) qui a conduit à déplacer des postes de travail de divers secteurs de l'enseignement au Service de l'informatique et des télécommunications. Au total, il en résulte les mouvements suivants :

- > Administration centrale : + 12.10 EPT ;
- > Secteur de l'enseignement : – 10.55 EPT ;
- > Secteurs spéciaux : – 1.55 EPT.

A la suite de ces différentes adaptations de l'effectif, le tableau du nombre de postes par secteur se présente de la manière suivante :

Hinzu kommt noch die Äufnung des Allgemeinen Stellenpools mit 3 Einheiten zur Verfügung des Staatsrates für besondere Bedürfnisse im Rechnungsjahr.

Es gab auch eine Reihe von Stellentransfers, insbesondere mit der Einrichtung des Zentralen Informatiksupport-diensts für die Schulen (CME), wobei Stellen aus verschiedenen Unterrichtssektoren in das Amt für Informatik und Telekommunikation transferiert wurden. Insgesamt kommt es damit zu folgenden Verschiebungen:

- > Zentralverwaltung: + 12.10 VZÄ,
- > Unterrichtswesen: - 10.55 VZÄ,
- > Besondere Sektoren: - 1.55 VZÄ.

Nach diesen verschiedenen Anpassungen beim Stellenbestand präsentiert sich die Stellenzahl nach Sektoren wie folgt:

			Variation Veränderung 2012-2013
	Budget Voranschlag 2012	Création / suppression de postes Schaffung / Streichung von Stellen	Budget Voranschlag 2013
			EPT / VZÄ
Administration centrale Zentralverwaltung	2581.46	+ 54.19	2635.65
Secteur de l'enseignement Unterrichtswesen	4946.94	+ 51.77	4998.71
Secteur hospitalier (hors réseaux) Spitalwesen (ohne Spitalnetze)	12.95	–	12.95
Secteurs spéciaux, Etablissements d'Etat Besondere Sektoren, Anstalten des Staates	329.64	+ 0.95	330.59
Pools Stellenpools	14.76	– 2.84	11.92
Total hors pools Total ohne Stellenpools	7870.99	+ 106.91	7977.90
Total pools inclus Total mit Stellenpools	7885.75	+ 104.07	7989.82

L'augmentation nette de 54.19 EPT dans l'administration centrale a pour origine :

- > la création de nouveaux postes (+ 19.50 EPT) ventilés de la manière suivante entre les secteurs :

Die Netto-Zunahme um 54.19 VZÄ in der Zentralverwaltung geht zurück auf:

- > die Schaffung neuer Stellen (+ 19.50 VZÄ), die sich wie folgt verteilen:

	EPT / VZÄ
Pouvoir Judiciaire Richterliche Behörde	+ 5.00
Chancellerie Kanzlei	+ 0.50
DICS EKSD	+ 3.50
DSJ SJD	+ 2.50
DIAF ILFD	+ 1.50
DEE VWD	+ 1.00
DSAS GSD	+ 2.50
DFIN FIND	+ 1.50
DAEC RUBD	+ 1.50

- > l'évolution nette (+ 16.75 EPT) des effectifs de la police (30 aspirants Ecole de police 2013, + 4.00 EPT engagements en cours d'année, – 17.25 EPT retraites, démissions ou départs imprévus) ;
- > le mouvement net (+ 1.84 EPT) sur le « Pool » général ;
- > le recours au « Pool » vacances (+ 4.00 EPT) ;
- > des transferts (+ 12.10 EPT) en provenance d'autres secteurs.

En ce qui concerne le secteur de l'enseignement, la progression du nombre de postes (+ 51.77 EPT) a pour causes :

- > la création de 62.32 EPT nouveaux postes (y compris les postes administratifs et techniques), selon la répartition par secteur suivante :

- > die Netto-Veränderung (+ 16.75 VZÄ) des Polizeipersonalbestandes (30 Aspiranten Polizeischule 2013, + 4.00 VZÄ Anstellungen im Laufe des Jahres, – 17.25 VZÄ Pensionierungen, Kündigungen oder sonstige Abgänge),
- > die Netto-Bewegung im allgemeinen Stellenpool (+ 1.84 VZÄ),
- > die Inanspruchnahme des Ferienpools (+ 4.00 VZÄ),
- > die Stellentransfers (+ 12.10 VZÄ) aus anderen Sektoren).

Im Unterrichtswesen geht der Stellenzuwachs (+ 51.77 VZÄ) zurück auf:

- > die Schaffung von 62.32 neuen VZÄ (einschliesslich Verwaltung und technischer Bereich), die sich wie folgt aufteilen:

	EPT / VZÄ
Enseignement préscolaire Vorschulstufe	+ 18.00
Enseignement primaire Primarstufe	+ 11.40
Cycle d'orientation Orientierungsschule	+ 6.60
Secondaire supérieur Sekundarstufe 2	+ 8.19
Hautes écoles (DICS) Hochschule (EKSD)	+ 0.70
Université Universität	+ 7.59
Ecoles professionnelles Berufsfachschulen	+ 7.84
HES (technique et de gestion) FH (Technik und Wirtschaft)	+ 2.00

- > les transferts (– 10.55 EPT) vers le secteur de l'administration.

Les secteurs spéciaux enregistrent une augmentation nette de 0.95 EPT de leurs effectifs qui découle des mouvements suivants :

- > la création de 2.50 EPT, dont 1.00 EPT pour le personnel enseignant à l'IAG et 1.50 EPT à Bellechasse ;
- > les transferts vers l'administration générale (– 1.55 EPT).

3.3. Stricte limitation de la croissance des charges courantes de fonctionnement

Comme le démontre le tableau ci-après, l'évolution des différentes dépenses de consommation de biens et services a été totalement maîtrisée, quel que soit le type de charges.

- > die Transfers (– 10.55 VZÄ) in den Verwaltungsbereich

Die Zunahme um netto 0.95 VZÄ bei den besonderen Sektoren geht zurück auf:

- > die Schaffung von 2.50 VZÄ, wovon 1.00 VZÄ für das Lehrpersonal am LIG und 1.50 VZÄ in Bellechasse;
- > Transfers in die Allgemeine Verwaltung (– 1.55 VZÄ).

3.3. Strikte Einschränkung des laufenden Betriebsaufwands

Aus der folgenden Tabelle wird ersichtlich, dass die Zunahme des Sachaufwands für alle Aufwandarten vollständig unter Kontrolle ist.

	Budget Voranschlag 2013	Budet Voranschlag 2012	Variation Veränderung 2012-2013
	mios / Mio.	mios / Mio.	en / in %
Fournitures, matériel et marchandises Material- und Warenaufwand	33,4	33,2	+ 0,6
Matériel, mobilier, machines et véhicules Mobilien, Maschinen und Fahrzeuge	33,5	33,0	+ 1,5
Chauffage, éclairage, eau et élimination des déchets Heizung, Beleuchtung, Wasser und Abfallbeseitigung	15,0	14,8	+ 1,4
Prestations de service et honoraires Dienstleistungen und Honorare	105,8	102,5	+ 3,2
Prestations de tiers pour l'entretien des immeubles Leistungen Dritter baulicher Unterhalt	43,1	48,3	– 10,8
Prestations de tiers pour l'entretien d'objets mobiliers Leistungen Dritter Unterhalt Mobilien und immaterielle Anlagen	15,9	15,0	+ 6,0
Loyers, droits de superficie et leasing Mieten, Baurechtszinsen und Leasing	19,9	19,8	+ 0,5
Dédommagements Spesenentschädigungen	9,0	8,6	+ 4,7
Pertes sur créances Forderungsverluste	13,7	14,3	– 4,2
Autres charges d'exploitation Übriger Betriebsaufwand	34,2	33,6	+ 1,8
Total	323,5	323,1	+ 0,1

Au total, la progression de l'ensemble de ces frais est strictement limitée au budget 2013 à 0,1 % (+ 0,4 million de francs) par rapport à 2012.

Leur poids relatif par rapport au total des charges effectives se restreint, passant de 10,3 % en 2012 à 10,1 % en 2013. L'examen détaillé et critique des demandes présentées auquel il a été procédé en la matière et leur compression ont ainsi contribué, d'une certaine manière, à l'atteinte de l'objectif de l'équilibre budgétaire.

3.4. Hausse contenue des subventions

En 2013, 60 % de l'augmentation des charges totales de l'Etat a pour origine les transferts. Leur croissance entre 2012 et 2013 est de 3,1 % et elle est supérieure à celle de l'ensemble des dépenses de fonctionnement de l'Etat. Dans le même temps, leur poids relatif passe ainsi de 47 % à 47,4 %.

Die Gesamtkostensteigerung gegenüber 2012 ist im Voranschlag 2013 strikt auf 0,1 % begrenzt (+ 0,4 Millionen Franken).

Der Anteil am effektiven Gesamtaufwand nimmt von 10,3 % im Jahr 2012 auf 10,1 % im Jahr 2013 ab. Die ausführliche und kritische Prüfung und Kürzung der entsprechenden Budgetanträge hat also in gewisser Weise zur Erreichung eines ausgeglichenen Haushalts beigetragen.

3.4. Begrenzte Zunahme der Subventionen

2013 entfällt die Zunahme des Gesamtaufwands des Staates zu 60 % auf den Transferaufwand. Die Zuwachsrate der Transferausgaben beträgt zwischen 2012 und 2013 3,1 % und liegt über der Zuwachsrate der gesamten effektiven laufenden Ausgaben des Staates. Damit nimmt ihr Anteil am Gesamtaufwand von 47 % auf 47,4 % zu.

Composition des charges de transferts Zusammensetzung Transferaufwand

	Budget Voranschlag 2013	Budget Voranschlag 2012	Variation Veränderung 2012-2013
	mios / Mio.	mios / Mio.	mios / Mio.
Parts de revenus destinés à des tiers Ertragsanteile an Dritte	30,1	30,6	– 0,5
Dédommagements à des collectivités publiques Entschädigungen an Gemeinwesen	153,4	153,6	– 0,2
Péréquation financière et compensation de charges Finanz- und Lastenausgleich	42,5	41,5	+ 1,0
Subventions accordées Eigene Beiträge	1063,3	1018,4	+ 44,9
dont : Financement des prestations des réseaux hospitaliers wovon: Finanzierung der Leistungen der Spitalnetze	211,9	194,9	+ 17,0
Subventions à redistribuer Durchlaufende Beiträge	228,2	227,5	+ 0,7
Total	1517,5	1471,6	+ 45,9

En règle générale, et dans toute la mesure du possible, l'augmentation des aides cantonales a été strictement plafonnée. Cependant, dans les secteurs prioritaires connaissant une forte pression des besoins liée notamment à l'essor démographique du canton, il a été nécessaire d'assouplir ce principe de rigueur. Ainsi, une augmentation substantielle du soutien financier étatique a été prévue dans plusieurs domaines importants, soit :

- > + 2,3 millions de francs pour l'enseignement spécialisé ;
- > + 4,2 millions de francs pour la sécurisation de la ligne ferroviaire Fribourg-Berne ;
- > + 4,1 millions de francs pour la lutte contre le chômage ;
- > + 3,1 millions de francs pour les frais d'accompagnement dans les établissements médico-sociaux pour personnes âgées ;
- > + 2,0 millions de francs pour l'aide sociale ;
- > + 5,2 millions de francs pour les prestations complémentaires AVS-AI ;
- > + 2,5 millions de francs pour les crèches et les places d'accueil extra-familial ;
- > + 4,5 millions de francs pour les transports publics.

Par ailleurs, le budget 2013 a à prendre en compte le supplément du coût découlant des obligations faites à l'Etat sur le plan du nouveau mode de financement hospitalier (augmentation de 2 % de sa part à la prise en charge des frais). La facture globale attendue pour l'année prochaine devrait s'élever à 291,7 millions de

Ganz allgemein wurden die kantonalen Finanzhilfen soweit möglich ganz strikt plafoniert. In den vorrangigen Bereichen, die einem starken Druck insbesondere aufgrund der Bevölkerungsentwicklung in unserem Kanton ausgesetzt sind, musste jedoch von diesem Grundsatz abgewichen werden. So wurden in einigen wichtigen Bereichen die staatlichen Finanzhilfen substanziell erhöht:

- > + 2,3 Millionen Franken für den Sonderschulunterricht,
- > + 4,2 Millionen Franken für die Sicherung der Bahnlinie Bern-Freiburg,
- > + 4,1 Millionen Franken für die Bekämpfung der Arbeitslosigkeit,
- > + 3,1 Millionen Franken für die Betreuungskosten in Pflegeheimen,
- > + 2,0 Millionen Franken für die Sozialhilfe,
- > + 5,2 Millionen Franken für die AHV/IV-Ergänzungsleistungen,
- > + 2,5 Millionen Franken für die Krippen und ausserfamiliären Betreuungsplätze,
- > + 4,5 Millionen Franken für den öffentlichen Verkehr.

Der Voranschlag 2013 muss ausserdem den Mehrkosten Rechnung tragen, die sich aus den Verpflichtungen des Staates bezüglich der neuen Spitalfinanzierung ergeben (Erhöhung seines Kostenübernahmeanteils um 2 %). Die für das kommende Jahr erwartete Gesamtrechnung dürfte sich auf 291,7 Millionen Franken belaufen, 15 Millionen

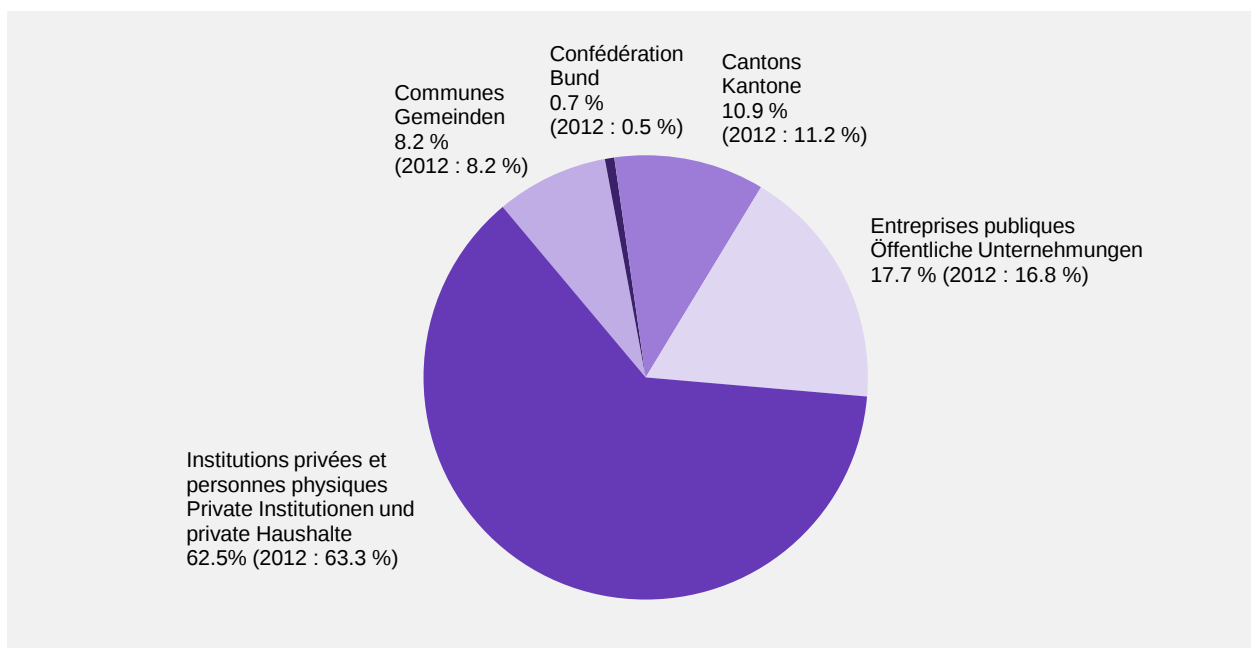
francs, en augmentation de 15 millions de francs par rapport à 2012. L'évolution des différentes dépenses se présente ainsi :

Franken mehr als 2012. Die verschiedenen Ausgaben haben sich wie folgt verändert:

	Budget Voranschlag 2013	Budget Voranschlag 2012
	mios / Mio.	mios / Mio.
Coût de l'ensemble des prestations fournies par l'hôpital fribourgeois Kosten aller vom freiburger Spital erbrachten Leistungen	176,4	161,6
Coût de l'ensemble des prestations fournies par le Réseau fribourgeois de santé mentale Kosten aller vom Freiburger Netzwerk für psychische Gesundheit erbrachten Leistungen	35,5	33,3
Part du canton au financement du HIB Kantonsanteil an der Finanzierung des interkantonalen Spitals der Broye	12,5	12,2
Part du canton au financement des cliniques privées fribourgeoises Kantonsanteil an der Finanzierung der Freiburger Privatspitäler	27,2	27,5
Part du canton au financement des maisons de naissance Kantonsanteil an der Finanzierung der Geburtshäuser	0,1	0,1
Contributions pour les hospitalisations hors canton Beiträge für Spitaleinweisungen ausserhalb des Kantons	40,0	42,0

La répartition selon le bénéficiaire des aides se présente quant à elle de la manière suivante :

Die folgende Grafik zeigt die Aufteilung der Subventionen auf die jeweiligen Empfänger:



3.5. L'impact d'un programme d'investissements soutenu sur les amortissements

La politique d'investissements s'est renforcée au cours de ces dernières années. En 2013, le programme des investissements nets à charge de l'Etat augmente encore de près de 35 millions de francs. Cela se répercute au niveau des amortissements, dont la charge totale va passer de 102,3 millions de francs en 2012 à 109 millions de francs en 2013.

3.5. Auswirkung eines umfangreichen Investitionsprogramms auf die Abschreibungen

Die Investitionspolitik ist in den letzten Jahren verstärkt worden. 2013 wird das Nettoinvestitionsprogramm zulasten des Staates noch um rund 35 Millionen Franken erweitert. Dies wirkt sich auf den Abschreibungsaufwand aus, der von insgesamt 102,3 Millionen Franken im Jahr 2012 auf insgesamt 109 Millionen Franken im Jahr 2013 steigen wird.

Amortissements du patrimoine administratif, des prêts et participations, du subventionnement des investissements
Abschreibungen auf dem Verwaltungsvermögen, den Darlehen und Beteiligungen, den Investitionsbeiträgen

	Budget Voranschlag 2013	Budget Voranschlag 2012
	mios / Mio.	mios / Mio.
Amortissements du patrimoine administratif Abschreibungen auf dem Verwaltungsvermögen	66,1	58,8
dont : Amortissements des immeubles wovon: Abschreibungen auf Gebäuden	36,2	35,5
dont : Amortissements des routes Abschreibungen auf Strassen	24,1	19,2
dont : Amortissements des investissements dans les forêts Abschreibungen auf Investitionen für die Forsten	0,5	0,5
dont : Amortissements d'équipements et d'installations Abschreibungen auf Einrichtungen und Anlagen	5,3	3,6
Amortissements des prêts et participations Abschreibungen auf Darlehen und Beteiligungen	6,6	11,5
Amortissements des subventions d'investissements Abschreibungen auf Investitionsbeiträgen	36,3	32,0
Total	109,0	102,3

3.6. Nouvelle réduction des charges financières

Le total des charges financières devrait s'élever à 14,5 millions de francs en 2013 contre 17 millions de francs en 2012.

L'évolution la plus remarquable concerne le service de la dette dont la charge relative est en constante régression depuis une dizaine d'années, comme le démontre le tableau ci-après :

3.6. Weitere Senkung des Finanzaufwands

Der gesamte Finanzaufwand dürfte sich im Jahr 2013 auf 14,5 Millionen Franken belaufen, gegenüber 17 Millionen Franken im Jahr 2012.

Die bemerkenswerteste Entwicklung betrifft den Schuldendienst, dessen Kosten seit rund zehn Jahren konstant zurückgehen, wie die folgende Tabelle zeigt:

Evolution du service de la dette Entwicklung des Schuldendienstes

	Intérêts de la dette Schuldzinsen	Intérêts de la dette Schuldzinsen	Intérêts de la dette (hors imputations internes) Schuldzinsen (ohne interne Verrechnungen)
	mios / Mio.	en % des impôts cantonaux in % der Kantonssteuern	en % des charges totales in % des Gesamtaufwands
C/R 2002	36,3	4,7	1,7
C/R 2003	36,7	4,6	1,6
C/R 2004	33,8	3,9	1,4
C/R 2005	23,1	2,4	0,9
C/R 2006	20,2	2,2	0,8
C/R 2007	20,2	2,0	0,8
C/R 2008	20,2	2,0	0,7
C/R 2009	18,5	1,8	0,6
C/R 2010	17,6	1,7	0,6
C/R 2011	17,0	1,5	0,5
B/V 2012	11,6	1,0	0,4
B/V 2013	9,6	0,9	0,3

On retrouve ici le fruit de la réduction progressive des déficits budgétaires, des résultats favorables obtenus lors des derniers exercices comptables et d'une gestion rigoureuse et prévoyante des liquidités. Pour être complet, il convient d'ajouter que le palier de baisse enregistrée dès 2006 est étroitement lié à la politique de désendettement décidée dans le cadre de l'utilisation du produit de la vente de l'or de la BNS.

3.7. Les attributions aux financements spéciaux

Globalement, il est prévu d'alimenter les fonds à hauteur de 38,9 millions de francs en 2013 (contre 32,1 millions de francs au budget 2012).

Ces charges comptables concernent :

- > d'une part, les fonds « traditionnels » tels que, parmi les principaux, ceux de l'emploi, de l'énergie, de nouvelle politique régionale, de la culture, du sport, de l'action sociale et des améliorations foncières ;
- > d'autre part, des fonds mis en place plus récemment, comme celui relatif aux routes principales et sur lequel s'opère, en 2013, une attribution en forte augmentation liée à des recettes supplémentaires en provenance de la Confédération ;

Dies ist der schrittweisen Defizitsenkung, den positiven Ergebnissen der letzten Rechnungsjahre und einem rigorosen und vorausschauenden Finanzgebaren zu verdanken. Der Vollständigkeit halber sei erwähnt, dass der für 2006 zusätzlich zu verzeichnende Rückgang in engem Zusammenhang mit dem Erlös aus dem Verkauf des Nationalbankgolds und der in diesem Zusammenhang beschlossenen Entschuldungspolitik steht.

3.7. Einlagen in Spezialfinanzierungen

Insgesamt sollen die Fonds 2013 mit 38,9 Millionen Franken geöfnet werden (gegenüber 32,1 Millionen Franken im Voranschlag 2012).

Dieser buchmässige Aufwand betrifft:

- > zum einen die «herkömmlichen» Fonds, hauptsächlich für Beschäftigung, Energie, Neue Regionalpolitik, Kultur, Sport, Sozialhilfe und Bodenverbesserungen,
- > zum andern erst kürzlich gebildete Fonds, wie den für die Hauptstrassen, der 2013 mit einem viel höheren Betrag aufgrund vom Bund stammender Mehreinnahmen alimentiert wird,

Message

- > enfin, des fonds nouvellement créés sur lesquels interviennent, en 2013, les premiers versements, notamment celui de la protection civile (1,5 million de francs) et celui des sites pollués (1,9 million de francs).

Botschaft

- > und schliesslich neu gebildete Fonds, die 2013 erstmals geöfnet werden, insbesondere den Zivilschutzfonds (1,5 Millionen Franken) und den Altlastenfonds (1,9 Millionen Franken).

4. Le compte des investissements

4.1. Programme d'investissements soutenu

Dès 2012, et du fait de la mise en place du nouveau régime de financement des hôpitaux, les investissements de ces derniers ne passent plus par les comptes de l'Etat. Par rapport au passé, le volume des investissements du canton s'en trouve amputé, statistiquement parlant, de plusieurs millions (Budget 2011 : 22,7 millions de francs).

Hors réseaux hospitaliers, le tableau des investissements se présente ainsi :

	Budget Voranschlag 2013	Budget Voranschlag 2012	Variations Veränderungen 2012-2013
	mios / Mio.	mios / Mio.	mios / Mio.
			en / in %
Investissements bruts Bruttoinvestitionen	206,5	172,3	+ 34,2
Investissements nets Nettoinvestitionen	155,0	120,7	+ 34,3

Par rapport à l'exercice 2012, la croissance significative relevée ci-dessus concerne aussi bien les investissements propres de l'Etat (+ 26,5 millions de francs ou + 21%) que le subventionnement d'investissements (+ 7,7 millions de francs ou + 16 %). Les augmentations en question portent avant tout sur les aménagements routiers, la réalisation du réseau Polycom et le financement de la transformation de l'Hôpital de Meyriez.

La liste ci-après recense les différents projets :

4. Investitionsrechnung

4.1. Umfangreiches Investitionsprogramm

Ab 2012 sind die Investitionen der Spitäler aufgrund der Umsetzung der neuen Spitalfinanzierung nicht mehr Bestandteil der Staatsrechnung. So fällt das Investitionsvolumen des Kantons allein aufgrund dieser Tatsache rein statistisch gesehen um mehrere Millionen Franken tiefer aus (Voranschlag 2011: 22,7 Millionen Franken).

Ohne Spitalnetze ergibt sich bei den Investitionen folgendes Bild:

Diese im Vergleich zu 2012 signifikante Zunahme betrifft sowohl die Sachgüter des Staates (+ 26,5 Millionen Franken oder + 21 %) als auch die Investitionsbeiträge (+ 7,7 Millionen Franken oder + 16 %). Diese Mehrinvestitionen entfallen vor allem auf den Strassenausbau, die Realisierung des Polycom-Netzes und die Finanzierung und den Umbau des Spitals Merlach.

In der folgenden Liste sind die wichtigsten Vorhaben aufgeführt:

	Dépenses brutes Bruttoausgaben	Dépenses nettes Nettoausgaben
	mios / Mio.	mios / Mio.
Investissements propres Sachgüter	135,9	112,3
Bâtiments Gebäude	52,8	47,3
dont : Gymnase de la Broye (achat terrain) wovon: Gymnasium der Broye (Landkauf)	1,5	1,5
dont : Gambach wovon: Gambach	10,0	10,0
dont : Ste-Croix wovon: Hl. Kreuz	0,4	0,4
dont : Collège du Sud wovon: Kollegium des Südens	2,0	2,0
dont : Haute école de santé wovon: Hochschule für Gesundheit	1,0	1,0

dont : Université wovon: Universität	13,3	9,3
dont : Bibliothèque cantonale wovon: Kantonsbibliothek	1,0	1,0
dont : Conservatoire wovon: Konservatorium	0,6	0,6
dont : Police wovon: Polizei	1,6	1,6
dont : Prison centrale wovon: Zentralgefängnis	0,5	0,4
dont : Etablissements de Bellechasse wovon: Anstalten von Bellechasse	1,4	–
dont : Camp du Lac Noir wovon: Lager in Schwarzsee	0,5	0,5
dont : Institut agricole de Grangeneuve wovon: Landwirtschaftliches Institut des Kantons Freiburg	1,0	1,0
dont : Ecole d'ingénieurs et d'architectes wovon: Hochschule für Technik und Architektur	0,1	0,1
dont : Ponts et chaussées wovon: Tiefbauamt	0,4	0,4
dont : Service des bâtiments : SAR / nouveau tribunal cantonal unifié / Commanderie St-Jean / Chancellerie / Chemin du Musée 4 / SiTel / Daillettes 6 / Panneaux solaires wovon: Hochbauamt: Autobahnamt / Neues vereinigtes Kantonsgericht / Johanniterkomturei / Staatskanzlei / Chemin du Musée 4 / ITA / Daillettes 6 / Solarpanels	16,5	16,5
dont : Achats d'immeubles wovon: Liegenschaftskäufe	1,0	1,0
Routes cantonales et principales Kantons- und Hauptstrassen	66,1	49,6
Forêts Waldungen	1,1	0,9
Equipements Ausrüstung	15,9	14,5
Prêts et participations permanentes Darlehen und Beteiligungen	15,1	7,0
Prêts Darlehen	14,1	6,0
Achats de titres Wertschriftenkäufe	1,0	1,0
Subventionnement d'investissements Investitionsbeiträge	55,5	35,7
Bâtiments affectés à la culture Gebäude für kulturelle Zwecke	0,1	0,1
Améliorations foncières Bodenverbesserungen	18,9	9,6
Energie Energie	10,0	6,0
Hôpitaux Spitäler	8,0	8,0
Projets d'agglomération Agglomerationsprojekte	0,5	–

Message

Botschaft

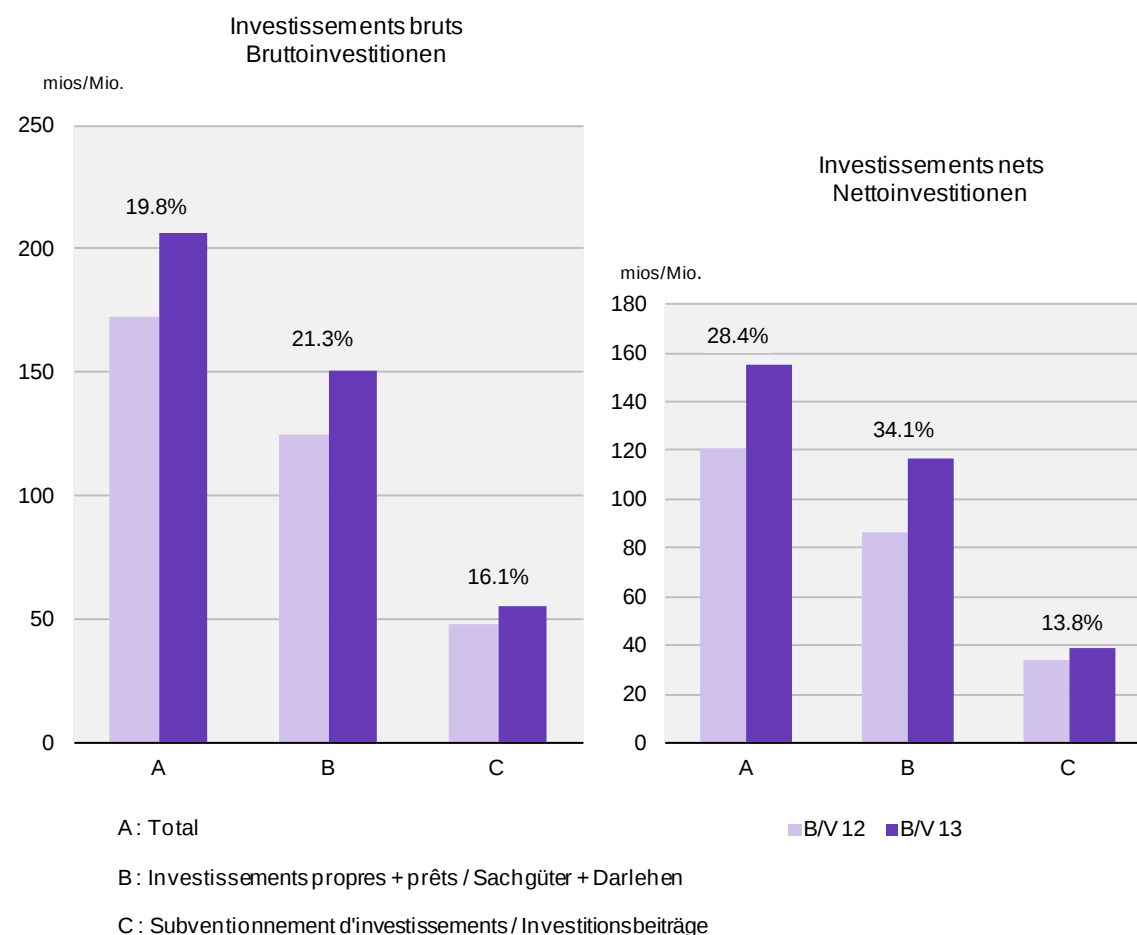
Transports Verkehr	7,2	7,2
Endiguements Wasserbau	5,1	0,2
Protection environnement Umweltschutz	1,6	0,5
Constructions scolaires primaires Primarschulbauten	1,3	1,3
Constructions de cycles d'orientation Orientierungsschulbauten	2,8	2,8
Total	206,5	155,0

4.2. Le financement des investissements

Les investissements bruts de 206,5 millions de francs sont donc financés à raison de quelque 25 % par des recettes directement afférentes. Le solde, qui représente les investissements nets à charge de l'Etat pour une somme de 155 millions de francs, est couvert grâce à l'autofinancement qui ascende, au budget 2013, à 34,2 millions de francs. Le degré d'autofinancement est donc de 22,1 % (Budget 2012 : 59,6 %).

La baisse de ce taux est imputable au premier lieu à la nécessité qu'il y a eu, pour boucler le budget, d'opérer un prélèvement extraordinaire sur la fortune.

Evolution des investissements bruts et nets Entwicklung der Brutto- und Nettoinvestitionen



4.2. Finanzierung der Investitionen

Die Bruttoinvestitionen in Höhe von 206,5 Millionen Franken werden zu rund 25 % mit direkt zweckgebundenen Einnahmen finanziert. Der Saldo in Höhe von 155 Millionen Franken, der den Nettoinvestitionen zu Lasten des Staates entspricht, läuft über die Selbstfinanzierung, die im Voranschlag 2013 mit 34,2 Millionen Franken ausgewiesen ist. Der Selbstfinanzierungsgrad beträgt also 22,1 % (Voranschlag 2012: 59,6 %).

Dieser geringere Selbstfinanzierungsgrad ist in erster Linie darauf zurückzuführen, dass eine ausserordentliche Eigenkapitalentnahme erforderlich war, um den Voranschlag abzuschliessen.

5. Les flux financiers entre l'Etat et les communes

Après la refonte importante en 2008 des relations financières Etat-communes liée à la RPT, et comme l'indique le tableau ci-après, l'évolution des flux retrouve un courant normal :

5. Finanzströme zwischen Staat und Gemeinden

Nach der umfassenden Neuausrichtung der Finanzbeziehungen zwischen Staat und Gemeinden mit der NFA im Jahr 2008 normalisieren sich die Finanzströme wieder, wie aus der folgenden Tabelle ersichtlich ist:

	Prestations de l'Etat en faveur des communes	Prestations des communes en faveur de l'Etat	Flux financiers nets de l'Etat en faveur des communes
	Leistungen des Staates zugunsten der Gemeinden	Leistungen der Gemeinden zugunsten des Staates	Nettofinanzströme des Staates zugunsten der Gemeinden
	mios / Mio.	mios / Mio.	mios / Mio.
Fonctionnement Erfolgsrechnung			
Budget 2012	409,0	359,8	49,2
Voranschlag 2012			
Budget 2013	417,1	368,2	48,9
Voranschlag 2013			
Investissements et prêts Investitionsrechnung + Darlehen			
Budget 2012	14,4	1,5	12,9
Voranschlag 2012			
Budget 2013	22,6	1,7	20,9
Voranschlag 2013			
Parts aux recettes Einnahmenanteile			
Budget 2012	26,8	–	26,8
Voranschlag 2012			
Budget 2013	26,3	–	26,3
Voranschlag 2013			
Total			
Budget 2012	450,2	361,3	88,9
Voranschlag 2012			
Budget 2013	466,0	369,9	96,1
Voranschlag 2013			

En raison d'un différentiel de croissance des apports réciproques que se font les deux entités, le flux net de l'Etat en faveur des communes progresse à nouveau.

L'essentiel des contributions supplémentaires qu'auront à fournir les communes en 2013 se cantonne aux domaines dont elles assurent le cofinancement des charges avec l'Etat. Cela concerne en premier lieu les secteurs « traditionnels » de la scolarité obligatoire (+ 4,1 millions de francs), de l'enseignement spécialisé (+ 1,3 million de francs), des EMS (1,7 million de francs) et des transports publics (+ 1,6 million de francs).

Aufgrund der ungleichen Zuwachsraten der gegenseitigen Beiträge nimmt der Nettofinanzstrom des Staates zugunsten der Gemeinden erneut zu.

Mehr beisteuern müssen die Gemeinden 2013 hauptsächlich in den Bereichen, die sie mit dem Staat mitfinanzieren. Dies betrifft in erster Linie die «herkömmlichen» Bereiche obligatorischer Schulunterricht (+ 4,1 Millionen Franken), Sonderschulunterricht (+ 1,3 Millionen Franken), Pflegeheime (+ 1,7 Millionen Franken) und öffentlicher Verkehr (+ 1,6 Millionen Franken).

6. Les besoins financiers de l'Etat pour l'année 2013

Les besoins financiers de l'Etat pour les prochains exercices seront essentiellement couverts par les liquidités disponibles. En 2013, l'Etat de Fribourg ne fera pas appel au marché des capitaux. A souligner que quatre emprunts arriveront à échéance l'année prochaine à hauteur d'un montant total de 310 millions de francs. Le remboursement de ces emprunts entraînera une importante baisse des placements.

Pour faire face à la trésorerie courante et aux besoins financiers à court terme (principalement les traitements du personnel), les liquidités disponibles seront également utilisées. Toutefois, pour des périodes très limitées dans le temps, il s'avère nécessaire d'autoriser la Direction des finances à obtenir des avances de trésorerie ponctuelles auprès d'établissements bancaires jusqu'à concurrence de 70 millions de francs (2012 : 50 millions de francs).

6. Finanzbedarf des Staates für das Jahr 2013

Der Finanzbedarf des Staates für die nächsten Rechnungsjahre wird vor allem mit den verfügbaren flüssigen Mitteln gedeckt. Der Staat Freiburg wird nicht auf den Kapitalmarkt zurückgreifen. Im nächsten Jahr werden übrigens vier Anleihen in einem Gesamtbetrag von 310 Millionen Franken zur Rückzahlung fällig, was einen starken Anlagenrückgang zur Folge haben wird.

Dieses Geld soll auch eingesetzt werden, um dem Bedarf an flüssigen Mitteln und an kurzfristig verfügbaren Geldern zu entsprechen (hauptsächlich Personalgehälter). Allerdings muss die Finanzdirektion ermächtigt werden, ganz kurzfristig auf punktuelle Vorschüsse von Bankinstituten zurückgreifen zu können, und zwar bis zu einem Betrag von 70 Millionen Franken (2012: 50 Millionen Franken).

7. Budget par groupe de prestations

En application de l'article 59 de la loi du 16 octobre 2001 sur l'organisation du Conseil d'Etat et de l'administration (LOCEA) et des dispositions énoncées dans la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat (LFE), huit unités administratives pratiqueront en 2013 la gestion par prestations (GpP). Il s'agit des secteurs suivants : le Service des biens culturels, le Service des forêts et de la faune, l'Institut agricole de l'Etat de Fribourg, le Service des ponts et chaussées, l'Administration des finances, le Service de l'informatique et des télécommunications et, comme nouvelles entités, le Service archéologique et les Etablissements de Bellechasse.

Le résultat analytique de ces unités, correspondant à l'excédent de charges du compte de résultats GpP, est appelé à évoluer de la manière suivante :

	Budget Voranschlag 2013	Budget Voranschlag 2012	Variation Veränderung 2012-2013
	mios / Mio.	mios / Mio.	mios / Mio.
Service des biens culturels Amt für Kulturgüter	2,745	2,897	– 0,152
Institut agricole de Grangeneuve Landwirtschaftliches Institut des Kantons Freiburg	21,791	21,832	– 0,041
Service des forêts et de la faune Amt für Wald, Wild und Fischerei	13,021	12,086	+ 0,935
Administration des finances Finanzverwaltung	6,223	6,327	– 0,104
Service de l'informatique et des télécommunications Amt für Informatik und Telekommunikation	35,620	30,750	+ 4,870
Service des ponts et chaussées Tiefbauamt	36,295	39,404	– 3,109
Service archéologique Amt für Archäologie	6,837	.	.
Etablissements de Bellechasse Anstalten von Bellechasse	5,475	.	.

En 2013, quelque 743 unités de personnes EPT oeuvreront dans les huit secteurs susmentionnés et fourniront 1 117 000 heures de travail servant directement à la réalisation des différentes prestations.

Le poids des coûts directs des salaires est du reste important, même s'il varie d'un secteur à l'autre :

7. Budget nach Leistungsgruppen

In Anwendung von Artikel 59 des Gesetzes vom 16. Oktober 2001 über die Organisation des Staatsrates und der Verwaltung (SVOG) und der entsprechenden Bestimmungen des Gesetzes vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staates (FHG) werden im Jahr 2013 acht Verwaltungseinheiten leistungsorientiert geführt. Es handelt sich dabei um das Amt für Kulturgüter, das Amt für Wald, Wild und Fischerei, das Landwirtschaftliche Institut des Kantons Freiburg, das Tiefbauamt, die Finanzverwaltung, das Amt für Informatik und Telekommunikation und neu das Amt für Archäologie sowie die Anstalten von Bellechasse.

Das Betriebsergebnis dieser Einheiten, das dem Aufwandüberschuss der LoF-Erfolgsrechnung entspricht, zeigt die folgende Entwicklung:

2013 werden in diesen acht Sektoren mit rund 743 VZÄ rund 1 117 000 Arbeitsstunden zur Erbringung der verschiedenen Leistungen eingesetzt.

Der Anteil der direkten Lohnkosten ist weiterhin hoch, wenn auch je nach Sektor unterschiedlich:

Part des salaires par rapport aux coûts complets Anteil der Löhne an den Vollkosten

	en / in %
Service des biens culturels Amt für Kulturgüter	63
Institut agricole de Grangeneuve Landwirtschaftliches Institut des Kantons Freiburg	45
Service des forêts et de la faune Amt für Wald, Wild und Fischerei	51
Administration des finances Finanzverwaltung	65
Service de l'informatique et des télécommunications Amt für Informatik und Telekommunikation	37
Service des ponts et chaussées Tiefbauamt	36
Service archéologique Amt für Archäologie	62
Etablissements de Bellechasse Anstalten von Bellechasse	42

Abstraction faite du Service archéologique et des Etablissements de Bellechasse dont les données comparables font défaut, l'évolution 2012-2013 des coûts complets des 6 autres unités GpP (+2,4 millions de francs) s'explique en premier lieu par la progression des coûts directs des salaires imputable à la revalorisation réelle des traitements, ainsi qu'aux variations des effectifs de personnel. La deuxième cause de l'évolution des coûts complets réside dans la progression des frais généraux.

A cet égard, il importe de relever :

- > d'une part, l'utilisation d'une vingtaine de postes de travail supplémentaires auprès du Service de l'informatique et des télécommunications répartis à part égale entre des EPT et des collaborateurs auxiliaires ou externes ;
- > d'autre part, la création d'un poste de travail destiné à l'enseignement auprès de l'Institut agricole de l'Etat de Fribourg.

De plus, il importe de relever que le regroupement des anciens centres financiers au Service des ponts et chaussées ayant induit la refonte totale du concept GpP principalement visible par la structure du catalogue de prestations en vigueur dès le budget 2013.

Abgesehen vom Amt für Archäologie und den Anstalten von Bellechasse, für die es noch keine Vergleichsdaten gibt, erklärt sich die Zunahme der Vollkosten 2012-2013 der anderen sechs LoF-Einheiten (+ 2,4 Millionen Franken) in erster Linie durch die Zunahme der direkten Lohnkosten infolge Realloohnerhöhungen sowie Veränderungen im Personalbestand. Ein weiterer Grund für die höheren Vollkosten besteht in der Zunahme der Gemeinkosten.

Hier sind zu erwähnen:

- > erstens die Verwendung von rund zwanzig zusätzlichen Stellen beim Amt für Informatik und Telekommunikation, zu gleichen Teilen auf die VZÄ und Aushilfspersonal oder externes Personal verteilt;
- > zweitens die Schaffung einer Arbeitsstelle für den Unterricht am Landwirtschaftlichen Institut des Kantons Freiburg.

Zu erwähnen ist auch die Umstellung der bisherigen Finanzstellen beim Tiefbauamt, die zu einer vollständigen Umgestaltung des LoF-Konzepts geführt hat, was aus der Struktur des ab Budget 2013 gültigen Leistungskatalogs ersichtlich ist.

8. Conclusion

Encadrer et soutenir le développement du canton dans un contexte de croissance démographique soutenue, tel est le défi auquel sont confrontées les autorités politiques fribourgeoises. Le challenge à relever est d'autant plus complexe que, simultanément, la courbe de croissance des ressources financières s'infléchit.

L'entrée, pour les finances cantonales, dans une période délicate avait déjà été relevée en 2009, lors de l'actualisation du plan financier. Dans les faits, elle s'est avérée plus sévère que prévue. L'établissement des premières prévisions se rapportant au plan financier de législature a mis en évidence l'émergence de déficits importants et croissants.

Une démarche d'examen critique de l'ensemble des prévisions a été entreprise. Elle s'est opérée empreinte d'un double souci : d'une part, veiller à assurer en premier lieu la consolidation des prestations existantes ; d'autre part, renforcer celles dont les besoins supplémentaires s'avéraient prioritaires. Le déséquilibre du compte de résultats a été ainsi en partie résorbé, au prix de renoncements, d'ajustements et d'arbitrages difficiles.

Eu égard au caractère structurel des déficits restants, la mise sur pied d'un programme d'assainissement durable s'avère indispensable. Sa mise au point nécessitant du temps et sa concrétisation ne pouvant produire rapidement des résultats, il a été nécessaire de trouver une solution plus immédiate pour résoudre l'équation budgétaire 2013. Elle a consisté en un prélèvement sur la fortune. Cette mesure, ultime, est à considérer comme exceptionnelle. Elle est appelée à être relayée par un plan de redressement ad hoc. Dans cet exercice, la collaboration du Grand Conseil sera primordiale.

8. Schluss

Die grosse Herausforderung für die politischen Behörden des Kantons Freiburg besteht darin, im Kontext eines starken Bevölkerungswachstums einen Rahmen für die Entwicklung des Kantons zu schaffen und diese zu fördern. Dieses Unterfangen ist gerade deshalb so schwierig, weil gleichzeitig die Wachstumskurve bei den finanziellen Mitteln nach unten zeigt.

Schon bei der Aktualisierung des Finanzplans im Jahr 2009 war absehbar, dass den Kantonsfinanzen schwere Zeiten bevorstehen. Nun hat sich die Situation als noch schwieriger erwiesen als erwartet. Die ersten Schätzungsergebnisse für den Legislaturfinanzplan machten deutlich, dass mit hohen und zunehmenden Defiziten zu rechnen ist.

Alle Planzahlen wurden aus zwei Gründen einer kritischen Prüfung unterzogen. Erstens wollte man die Konsolidierung bestehender Leistungen sicherstellen, zweitens wollte man diejenigen Leistungen ausbauen, bei denen sich ein vordringlicher Mehrbedarf ergab. Damit konnte die Erfolgsrechnung wieder ins Gleichgewicht gebracht werden, wobei aber auf vieles verzichtet werden musste und einige Anpassungen sowie schwierige Entscheidungen nötig waren.

Da die verbleibenden Defizite struktureller Art waren, erwies sich die Aufstellung eines Programms zur nachhaltigen Sanierung des Finanzhaushalts als unumgänglich. Die Ausarbeitung braucht aber Zeit, und die Umsetzung wird nicht sofort zu Resultaten führen. Deshalb musste eine kurzfristigere Lösung gefunden werden, um den Haushalt 2013 ins Lot zu bringen, die letztendlich in einer Eigenkapitalentnahme bestand. Diese ultimative Massnahme ist jedoch nur eine Notlösung und soll durch einen entsprechenden Sanierungsplan abgelöst werden. Dabei wird die Mitwirkung des Grossen Rates eine entscheidende Rolle spielen.

Projet du 8 octobre 2012

Entwurf vom 8. Oktober 2012

Décret

du

**relatif au budget de l'Etat de Fribourg
pour l'année 2013***Le Grand Conseil du canton de Fribourg*Vu l'article 83 de la Constitution du canton de Fribourg
du 16 mai 2004 ;Vu la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat,
modifiée le 6 octobre 2010 ;Vu la loi du 13 septembre 2007 modifiant certaines
dispositions relatives à la gestion par prestations ;Vu l'arrêté du Conseil d'Etat N° 683 du
12 septembre 2012 ;

Vu le message du Conseil d'Etat du 8 octobre 2012 ;

Sur la proposition de cette autorité,

*Décète :***Art. 1**¹ Le budget de l'Etat de Fribourg pour l'exercice 2013 est
adopté.² Il présente les résultats prévisionnels suivants :

	Fr.	Fr.
<i>Compte de résultats :</i>		
– Revenus	3 204 409 640	
– Charges	<u>3 203 912 310</u>	
Excédent de revenus		<u>497 330</u>
<i>Compte des investissements :</i>		
– Recettes	51 541 000	
– Dépenses	<u>206 504 160</u>	
Excédent de dépenses		154 963 160
Insuffisance de financement		<u>120 753 910</u>

Dekret

vom

**zum Voranschlag des Staates Freiburg
für das Jahr 2013***Der Grosse Rat des Kantons Freiburg*gestützt auf den Artikel 83 der Verfassung des Kantons
Freiburg vom 16. Mai 2004;gestützt auf das Gesetz vom 25. November 1994 über den
Finanzhaushalt des Staates, das mit dem Gesetz vom
6. Oktober 2010 geändert wurde;gestützt auf das Gesetz vom 13. September 2007 zur Än-
derung gewisser Bestimmungen über die leistungsorien-
tierte Führung;gestützt auf den Staatsratsbeschluss Nr. 683 vom
12. September 2012;nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrates vom
8. Oktober 2012;

auf Antrag dieser Behörde,

*beschliesst:***Art. 1**¹ Der Voranschlag des Staates Freiburg für das Jahr 2013
wird genehmigt.² Er sieht folgende Ergebnisse vor:

	Fr.	Fr.
<i>Erfolgsrechnung:</i>		
– Ertrag	3 204 409 640	
– Aufwand	<u>3 203 912 310</u>	
Ertragsüberschuss		<u>497 330</u>
<i>Investitions- rechnung:</i>		
– Einnahmen	51 541 000	
– Ausgaben	<u>206 504 160</u>	
Ausgabenüberschuss		154 963 160
Finanzierungs- fehlbetrag		<u>120 753 910</u>

Art. 2

Le total des subventions cantonales de fonctionnement nettes prévues au budget 2013 atteint 41,1 % du total du produit de la fiscalité cantonale.

Art. 3

¹ Les budgets pour l'exercice 2013 des secteurs gérés par prestations sont adoptés.

² Ils présentent les résultats prévisionnels suivants, portant sur le solde des charges et des revenus de chaque groupe de prestations :

Service archéologique

Groupes de prestations :

– Sauvegarde du patrimoine archéologique	3 493 495
– Valorisation du patrimoine archéologique	3 343 319

Service des biens culturels

Groupe de prestations :

– Protection, conservation et documentation des biens culturels	2 744 999
---	-----------

Etablissements de Bellechasse

Groupes de prestations :

– Hébergement sécurisé des détenus	2 398 555
– Production surveillée	2 271 975
– Encadrement des détenus	578 946
– Exploitation du domaine	225 504

Institut agricole de l'Etat de Fribourg

Groupes de prestations :

– Formation professionnelle de base et formation professionnelle supérieure	14 624 117
– Prestations de services	7 167 171

Service des forêts et de la faune

Groupes de prestations :

– Forêts, faune, dangers naturels	11 843 163
– Forêts domaniales et autres propriétés gérées par le Service	1 177 404

Art. 2

Das Gesamtvolumen der für das Jahr 2013 veranschlagten Nettosubventionen für Funktionsausgaben beträgt 41,1 % des gesamten kantonalen Steueraufkommens.

Art. 3

¹ Die Budgets für das Rechnungsjahr 2013 der Sektoren mit leistungsorientierter Führung werden genehmigt.

² Sie sehen folgende Ergebnisse als Aufwands- und Ertragssaldo der einzelnen Leistungsgruppen vor:

Amt für Archäologie

Leistungsgruppen:

– Schutz der archäologischen Kulturdenkmäler	3 493 495
– Auswertung archäologischer Kulturdenkmäler	3 343 319

Amt für Kulturgüter

Leistungsgruppe:

– Schutz, Erhaltung und Dokumentation der Kulturgüter	2 744 999
---	-----------

Anstalten von Bellechasse

Leistungsgruppen:

– Gesicherte Insassenunterkunft	2 398 555
– Überwachte Produktion	2 271 975
– Insassenbetreuung	578 946
– Nutzung des Gebietes	225 504

Landwirtschaftliches Institut des Kantons Freiburg

Leistungsgruppen:

– Grundberufsausbildung und höhere Fachausbildung	14 624 117
– Dienstleistungen	7 167 171

Amt für Wald, Wild und Fischerei

Leistungsgruppen:

– Wald, Wild, Naturgefahren	11 843 163
– Staatswälder und andere vom Amt bewirtschaftete Güter	1 177 404

Message

Administration des finances

Groupe de prestations :

- | | |
|--|-----------|
| – Budget et plan financier | 238 252 |
| – Comptabilité et service financier | 2 572 226 |
| – Prestations de service en gestion financière et logistique | 3 412 209 |

Service de l'informatique et des télécommunications

Groupes de prestations :

- | | |
|--|------------|
| – Gouvernance IT de l'Etat | 3 512 483 |
| – Acquisition, mise en place de solutions IT et support d'applications | 14 104 327 |
| – Mise en place, exploitation des infrastructures IT et support | 18 003 363 |

Service des ponts et chaussées

Groupes de prestations :

- | | |
|--|------------|
| – Surveillance du réseau routier public | 1 829 696 |
| – Entretien du réseau routier cantonal | 28 297 942 |
| – Développement du réseau routier cantonal | 3 222 072 |
| – Gestion des lacs et cours d'eau | 2 945 342 |

Art. 4

La Direction des finances est autorisée à solliciter, en 2013, des avances ponctuelles de trésorerie auprès d'établissements bancaires, jusqu'à concurrence de 70 millions de francs.

Art. 5

Le présent décret n'est pas soumis au referendum financier.

Botschaft

Finanzverwaltung

Leistungsgruppen:

- | | |
|--|-----------|
| – Budget und Finanzplan | 238 252 |
| – Buchhaltung und Finanzdienst | 2 572 226 |
| – Finanzverwaltungsdienstleistungen und Logistik | 3 412 209 |

Amt für Informatik und Kommunikation

– Leistungsgruppen:

- | | |
|---|------------|
| – IT-Governance des Staates | 3 512 483 |
| – Beschaffung, Bereitstellung und Unterhalt von Applikationen | 14 104 327 |
| – Bereitstellung, Betrieb der IT-Infrastrukturen und Support | 18 003 363 |

Tiefbauamt

Leistungsgruppen:

- | | |
|---|------------|
| – Überwachung des öffentlichen Strassennetzes | 1 829 696 |
| – Unterhalt des Kantonsstrassennetzes | 28 297 942 |
| – Entwicklung des Kantonsstrassennetzes | 3 222 072 |
| – Gewässerbewirtschaftung | 2 945 342 |

Art. 4

Die Finanzdirektion wird ermächtigt, im Jahr 2013 bei Bankinstituten punktuell Vorschüsse bis zum Betrag von 70 Millionen Franken zu beantragen.

Art. 5

Dieses Dekret untersteht nicht dem Finanzreferendum.